



CONTRAT régional DE SOLIDARITÉ territoriale

**PETR Beauce Gâtinais en
Pithiverais**

Avenant n°3 (Bilan à mi-parcours)



Plus qu'une Région, une chance pour les territoires

www.regioncentre-valde Loire.fr



CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE BEAUCE GATINAIS EN PITHIVERAIS

2016- 2022

AVENANT N°3

Entre

La Région Centre-Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n°19.08.26.68 du 13 septembre 2019,

Et

Le PETR Beauce-Gâtinais en Pithiverais représenté par Madame Monique BEVIÈRE, Présidente, dûment habilitée par délibération n°12.2019 du 21 mars 2019,

La Ville de Pithiviers, représentée par Monsieur Philippe NOLLAND, Maire, dûment habilité par délibération DEL2019_043_576-DE du 26 mars 2019,

La Communauté de Communes du Pithiverais, représentée par Monsieur Jean-Claude BOUVARD, Président, dûment habilité par délibération n°2019-51 du 27 mars 2019,

La Communauté de Communes du Pithiverais-Gâtinais représentée par Madame Delmira DAUVILLIERS, Présidente, dûment habilitée par délibération n°2019/41 du 2 avril 2019,

La Communauté de Communes de la Plaine Nord du Loiret représentée par Monsieur Martial BOURGEOIS, Président, dûment habilité par délibération n° C2019-39 du 8 avril 2019.

VU :

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

La délibération du Conseil régional DAP n° 18.05.09 du 18 octobre 2018 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives,

La délibération du Conseil régional DAP n°17.05.03 du 21 décembre 2017 approuvant le cadre d'intervention modifié de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale,

La délibération CPR n°14.10.26.78 du 7 novembre 2014, approuvant les documents « Ambitions 2020 » pour le Bassin de Vie de Pithiviers,

La délibération CPR n°16.03.26.87 du 22 avril 2016 relative à la décision de la Région sur le programme d'actions présenté sur le territoire du PETR Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais,

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »,

Les délibérations CPR n°17.07.26.86 du 7 juillet 2017 relative à la modification de périmètre du Contrat et n° 18.07.26.69 du 13 juillet 2018 intégrant les nouvelles modalités,

Le Contrat signé le 27 octobre 2016, et ses avenants signés le 21 juillet 2017 et le 7 septembre 2018,

La délibération CPR n°19.08.26.68 du 13 septembre 2019 relative au bilan à mi-parcours du CRST du PETR Beauce-Gâtinais en Pithiverais.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Considérant les ajustements intervenus dans le cadre du bilan à mi-parcours, le Contrat tel qu'il résulte de sa signature initiale et de ses éventuels avenants est intégralement remplacé par les articles suivants :

Article 1 : OBJET

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale du PETR Beauce-Gâtinais en Pithiverais définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'Internationalisation et d'Innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, les EPCI du territoire, regroupé sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la Ville Pôle (s) de centralité.

LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- la Région dispose **de services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,

- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.
- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

En termes de moyens d'animation du Contrat :

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maitres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

En termes de suivi du Contrat :

- un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

En termes de limitation des surfaces artificialisées :

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maitres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :

- les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maîtres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.
- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.
- les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

En termes de financement :

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :

Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat.

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

Article 3 : PERIMETRE

Le Contrat s'applique au territoire des communes suivantes :

	Population communale 2016		Population communale 2016
Andonville	235	Estouy	524
Ascoux	1143	Gaubertin	263
Attray	210	Givraines	418
Audeville	186	Grangermont	194
Augerville-la-Rivière	233	Greneville-en-Beauce	688
Aulnay-la-Rivière	510	Guigneville	532
Autruy-sur-Juine	686	Intville-la-Guépard	127
Auxy	977	Jouy-en-Pithiverais	271
Barville-en-Gâtinais	329	Juranville	448
Batilly-en-Gâtinais	454	La Neuville-sur-Essonne	401
Bazoches-les-Gallerandes	1535	Laas	234
Beaune-la-Rolande	2007	Le Malesherbois	8134
Boësses	390	Léouville	81
Boiscommun	1138	Lorcy	559
Boisseaux	495	Mareau-aux-Bois	582
Bondaroy	413	Marsainvilliers	296
Bordeaux-en-Gâtinais	114	Montbarrois	312
Bouilly-en-Gâtinais	323	Montliard	229
Bouzonville-aux-Bois	436	Morville-en-Beauce	171
Boynes	1359	Nancray-sur-Rimarde	610
Briarres-sur-Essonne	543	Nibelle	1173
Bromeilles	330	Oison	130
Césarville-Dossainville	264	Ondreville-sur-Essonne	408
Chambon-la-Forêt	939	Orville	117
Charmont-en-Beauce	371	Outarville	1347
Châtillon-le-Roi	276	Pannecières	128
Chaussy	328	Pithiviers	9027
Chilleux-aux-Bois	1997	Pithiviers-le-Vieil	1826
Courcelles-le-Roi	303	Puiseaux	3401
Courcy-aux-Loges	436	Ramoulu	253
Crottes-en-Pithiverais	339	Rouvres-Saint-Jean	272
Dadonville	2434	Saint-Loup-des-Vignes	400
Desmonts	169	Saint-Michel	125
Dimancheville	116	Santeau	415
Échilleuses	395	Sermaises	1642
Égry	368	Thignonville	388
Engenville	566	Tivernon	278
Erceville	309	Vrigny	831
Escrennes	736	Yèvre-la-Ville	706
Estouy	524		

Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 22 avril 2022.

Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.

Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 22 avril 2023, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

Article 5 : LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ACTIONS

5-1 : Montant et contenu du contrat

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 8 212 000 €, répartie entre les priorités régionales selon le tableau figurant en annexe.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention définissant notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...)

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf. cadres de référence) avec les services de la Région.

b – Engagement des crédits par la Région

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

5-3 : Versement des crédits

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention.

Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

5-4 : Modalités de contrôle

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT

6-1 Bilan d'étape

Trois ans à compter de la date d'effet du Contrat, les co-signataires du contrat adressent à la Région, un bilan d'étape, assorti de l'avis motivé du Conseil de Développement.

Quantitatif et qualitatif, il doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes. Il intègre les indicateurs définis en amont.

Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre. Les éventuels transferts opérés ne peuvent en aucun cas conduire à une réduction des enveloppes dédiées (A vos ID, Très Haut débit, Biodiversité, Energie), sauf proposition de la Région.

Le référent technique du territoire est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec les services de la Région, y compris pour les programmes d'actions des pôles de centralité et pôles d'animation.

6-2 Evaluation

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Annexes :

- Tableau financier récapitulatif modifié
- Règles de financement régional et modalités communes
- Fiches actions

Fait à Orléans, le 10 OCT. 2019

<p>Pour le Président du Conseil régional François BONNEAU</p> 	<p>La Présidente du PETR pour le développement du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais Monique BEVIERE</p> 
<p>Le Maire de Pithiviers Philippe NOLLAND</p> 	<p>Le Président de la Communauté de Communes du Pithiverais Jean-Claude BOUVARD</p> 
<p>La Présidente de la Communauté de Communes du Pithiverais Gâtinais Delmira DAUVILLIERS</p> 	<p>Le Président de la Communauté de Communes de la Plaine du Nord Loiret Martial BOURGEOIS</p> 

EVALUATION DE L'IMPACT DU CRST à l'étape du Bilan à mi-parcours A PARTIR DE QUELQUES INDICATEURS

Nombre de projets financés	101
Effet de levier pour 1 € régional dépensé (en € investis)	3,16
ECONOMIE - EMPLOI	
Montant des investissements générés (€)	10 884 541 €
Nombre d'emplois créés	47
Nombre d'emplois confortés	235,5
Nombre d'exploitants agricoles soutenus	151
Nombre de structures agricoles collectives soutenus	28
Nombre de projets en circuits courts soutenus	10
SERVICES A LA POPULATION	
Nombre de MSP créées	1
Santé : Autres structures d'exercice regroupé	/
Projet territorial de santé en cours	Oui
ENERGIE	
Nombre de communes ayant réalisé des travaux d'isolation dans le cadre du plan isolation	4
Consommation d'énergie économisée par an grâce au plan isolation de bâtiments publics (kwh)	235 693 kwhep/m²/an
Emission de GES évitée par an grâce au plan isolation de bâtiments publics (KgeqCo2)	32 593
Nombre moyen de classes énergétiques gagnées	2.75
Nombre de communes bénéficiaires d'un pré-diagnostic conseil isolation ou d'un ECbâtiment	12
Nombre de Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine réalisé	3
Type de bâtiments publics majoritairement bénéficiaires du plan isolation	Mairie, école ; logement, espace culturel
BIODIVERSITE	
Linéaire de haies plantées	1 320 ml 35 150 m² de boisement
Nb de projets agricoles soutenus concourant à la TVB	7
Nombre de communes engagées dans une démarche objectif o pesticide	9
MOBILITE	
Pistes Cyclables (en km)	1,160
Aménagement sentiers (en km)	/

	Investissement	Fonctionnement	TOTAL	% de la dotation totale
PRIORITÉS THEMATIQUES				
A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE	1 287 100	158 500	1 445 600	18%
Axe A1 : Attractivité numérique du territoire	678 000	0	678 000	8%
01 : Très Haut Débit	678 000	0	678 000	
Axe A2 : Accueil des Entreprises	56 700	147 600	204 300	2%
02 : Foncier économique	56 700	0	56 700	
02-1: Schéma de développement économique et d'accueil des entreprises	0	147 600	147 600	
03 : Création de locaux d'activités	0	0	0	
Axe A3 : Economie agricole	446 600	0	446 600	5%
04 : Développement de l'agriculture biologique	40 000	0	40 000	
05 : Diversification agricole et dévpt des circuits alimentaires de proximité	225 600	0	225 600	
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé	80 000	0	80 000	
07 – Acquisition en CUMA	101 000	0	101 000	
Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire	55 800	0	55 800	1%
08 : Insertion par l'Activité économique des personnes en difficulté	55 800	0	55 800	
Axe A6 : Economie touristique	50 000	10 900	60 900	1%
10 : Tourisme à Vélo	0	0	0	
12 : Itinérance touristique équestre	0	0	0	
14 : Site touristiques et lieux d'information touristiques	50 000	0	50 000	
14-1: Ingénierie touristique territoriale	0	10 900	10 900	
B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL	3 065 100	81 800	3 146 900	38%
Axe B1 : Services à la population	1 712 100	81 800	1 793 900	22%
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures	669 700	0	669 700	
15-1 : Projets locaux de santé	0	81 800	81 800	
19 : Structure d'accueil petite enfance	157 200	0	157 200	
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	835 000	0	835 000	
21 : Soutien au commerce de proximité	50 200	0	50 200	
Axe B2 : Développement de l'accès à la culture	322 700	0	322 700	4%
16 : Salles de spectacle support d'une programmation culturelle	0	0	0	
<i>Dont Pôle de centralité 16-1: aménagement support d'un développement culturel à Pithiviers</i>	22 700	0	22 700	
17 : Equipements de lecture publique	0	0	0	
18 : Equipements liés à l'enseignement artistique	300 000	0	300 000	
18-1: Musées locaux	0	0	0	
Axe B3 : Sport	1 030 300	0	1 030 300	13%
22 : Equipements sportifs et de loisirs	800 000	0	800 000	
22-2 : Equipements nautiques	230 300	0	230 300	
C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL	1 093 800	0	1 093 800	13%
Axe C0 : Paysages	17 300	0	17 300	0%
<i>Dont Pôle de centralité 22-3 : Réalisation de l'étude AVAP de Pithiviers</i>	17 300	0	17 300	
Axe C1 : Aménagement d'espaces publics	652 300	0	652 300	8%
23 : Aménagement d'espaces publics	402 300	0	402 300	

<i>Dont Pôle de centralité 23 : Aménagement d'espaces publics</i>	250 000	0	250 000	
Axe C2 : Foncier	0	0	0	0%
23-1 : Requalification de friches urbaines	0	0	0	
23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs	0	0	0	
Axe C3 : Habitat – Logement	324 000	0	324 000	4%
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux	0	0	0	
24-1 : Acquisition de logements temporaires meublés pour jeunes	0	0	0	
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	124 000	0	124 000	
26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable	0	0	0	
27 : Rénovation thermique du parc public social	200 000	0	200 000	
28 : Rénovation thermique du parc locatif privé	0	0	0	
AXE C4 : Rénovation urbaine	0	0	0	0%
<i>Dont Pôle de centralité 29-1 : Rénovation urbaine (hors PRU)</i>	0	0	0	
AXE C5 : Mobilité durable	100 200	0	100 200	1%
30 : vélo utilitaire	54 900	0	54 900	
<i>Dont Pôle de centralité 30 : vélo utilitaire</i>	0	0	0	
30-1. Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	0	0	0	
30-5: Accessibilités	45 300	0	45 300	
PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE	1 497 000	159 700	1 656 700	20%
30-6 : Expérimentations de "territoires en transition"	10 000	0	10 000	
D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE	387 500	95 800	483 300	6%
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements)	262 500	79 000	341 500	
32 : Gestion alternative des espaces publics	44 700	16 800	61 500	
33 : Biodiversité domestique	0	0	0	
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	80 300	0	80 300	
E : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL	1 099 500	63 900	1 163 400	14%
35 : Plan isolation bâtiments publics et associatifs	387 500	0	387 500	
35-1 - Forfait Energétis	0	10 000	10 000	
35-2 : Bonification climat énergie	370 000	0	370 000	
35-3 : Eclairage public – exclusif pôle de centralité	292 000	0	292 000	
36 : Filière bois énergie	0	0	0	
36-3 Animation PCAET	0	53 900	53 900	
36-4 : Géothermie sur sondes verticales	50 000	0	50 000	
Plan urgence inondations	101 755		101 755	1%
ENVELOPPE FONGIBLE *	117 245	0	117 245	1%
ANIMATION TERRITORIALE DEDIEE AU CONTRAT	0	300 000	300 000	4%
SOUS-TOTAL HORS A Vos ID	7 162 000	700 000	7 862 000	
F : A VOS ID			350 000	4%
ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT	8 212 000			

* L'enveloppe fongible est prioritairement fléchée sur l'axe économique du Contrat (notamment immobilier, alimentation, circuits équestres)

ATTENDUS REGIONAUX		MAQUETTE	ECART
CREDITS RESERVES POUR LA TRANSITION		0	0
Minimum Biodiversité	410 600 €	483 300 €	+72 700 €
Minimum Energie	1 213 800 €	1 368 000 €	+ 154 200 €
A VOS ID	350 000 €	350 000 €	
Autres crédits proposés			
CENTRALITES ET ESPACES VECUS			
Minimum Pôle de centralité	582 000 €	582 000 €	
Plafond espaces publics (15%)	1 231 800 €	652 300 €	- 579 500 €
FONCTIONNEMENT			
Plafond global	700 000 €	700 000 €	
Plafond animation territoriale	300 000 €	300 000 €	

CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

Règles de financement régional et modalités communes

Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

A – à considérer dès la conception du projet

A - 1 : CONDITIONNALITES

❖ **Conditionnalités énergétiques**

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m²/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an

❖ **Bio-conditionnalités :**

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

❖ **Conditionnalités sociales :**

Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

A - 2 : DEPENSES ELIGIBLES

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

Ne sont éligibles que :

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1^{er} septembre 2015).

- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale).

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

A - 3 : NIVEAUX D'AIDE

❖ Subventions et taux planchers

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

❖ Bonifications

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :
 - o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
 - o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - o bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
 - o éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m ²	9 kg/m ²
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m ²	18 kg/m ²

❖ **Cumul d'aides publiques**

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%**.

B – à considérer pour le versement de l'aide régionale

B - 1 : COMMUNICATION

Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement, le maître d'ouvrage a obligation de **mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire**. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site www.regioncentre.fr (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional**.

B - 2 : MAINTIEN DE L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS FINANCÉS

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*

B - 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

a) en fonctionnement

Ingénierie externalisée :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

Animation territoriale transversale :

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

b) en investissement

❖ Dossiers concernant le logement social :

- ✓ **Réhabilitation thermique** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information¹ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.

- ✓ **Offre nouvelle en construction** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.

- ✓ **Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation** : Versement en deux fois :

- Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
- Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.

- ✓ **Réhabilitation thermique du parc privé** : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.

En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.

❖ Autres dossiers :

Subvention	Acompte	2 ^{ème} versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé : <ul style="list-style-type: none">- par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique- par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée		

Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	Acompte de 50% sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région. 		Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
Supérieure à 500 000 €	Acompte de 30 % sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...) - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région 	50 % sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée. 	Solde de 20% maximum sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée**, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, **à l'inauguration de l'opération.**

Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Accompagner la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique du Loiret
- Développer les usages du Très Haut Débit

Le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique du Loiret doit permettre de couvrir l'ensemble du département en THD d'ici 2022. Un partenariat a été conclu entre le Conseil Départemental du Loiret et le groupe SFR, sous forme de délégation de service public. L'objectif de cette convention est de déployer un réseau de communications électroniques à très haut débit qui irriguera d'ici 10 ans, toutes les communes du Loiret.

La convention de financement signée le 8 Décembre 2015 entre le Département du Loiret et la Région fixe le taux de financement régional des investissements en faveur du Très Haut Débit à 25,74%.

Les particuliers mais aussi les entreprises du Loiret sont concernés par cette avancée technologique. A terme, le très haut débit dans le Loiret doit permettre de développer les usages numériques dans de nombreux domaines comme l'éducation ou la santé.

- 300 millions d'euros pour réaliser le Très Haut Débit sur tout le Loiret
- 800 km de fibre optique déjà installés
- 1100 km de fibre pour couvrir l'ensemble du département.

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Développer les TIC pour renforcer l'attractivité du territoire et diminuer l'isolement des villages ruraux

Déploiement du THD

Maitre d'ouvrage : CD 45

Montant du projet : 678 000 €

Contenu : déploiement du THD sur le territoire régional

Echéancier : 2016

Projet réalisé à partir de 2016

Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit

Sens de l'action régionale	<p>La mise à disposition auprès des particuliers et des entreprises de réseaux de communications électroniques offrant des débits adaptés aux usages est un élément essentiel à la compétitivité et à l'attractivité de nos territoires.</p> <p>Les opérateurs privés ont annoncé déployer la fibre optique à l'abonné (FttH) entre 2012 et 2020 auprès de 40% de la population régionale. Ces investissements seront essentiellement concentrés sur les 8 zones les plus urbaines.</p> <p>L'effort financier régional doit permettre de créer un véritable effet levier pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lutter contre la fracture numérique • à l'horizon 2020, atteindre 70% de couverture de la population en fibre optique et proposer l'Internet rapide à tous les habitants • soutenir le développement des usages numériques à destinations des particuliers et des entreprises sur l'ensemble du territoire régional ;
Nature de l'aide	<ul style="list-style-type: none"> • Subvention
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Projets de réseau de communications électroniques, notamment : fibre optique à l'abonné, montée en débit, étude préalables
Maitres d'ouvrage	Véhicule de portage du RIP (SMO ou Conseil départemental)
Financement régional	<p>Le financement régional s'opère dans le respect des conventions de financement signées avec le Syndicat Mixte Ouvert compétent ou, dans le Loiret, avec le Conseil départemental.</p> <p>La part à imputer à chaque territoire est communiquée en amont par la région et peut être activée sur 2 Contrats successifs.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Association de la Région à la gouvernance du réseau d'initiative publique, notamment en tant que membre de plein droit des syndicats mixtes ouverts • Transmission des coordonnées SIG du projet (ex ante et ex post)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de couverture de la population régionale en FttH • Nombre de prises FttH déployées par l'initiative publique

Axe A2 : Accueil des entreprises

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Accompagner et soutenir les filières en mutation
- Densifier les zones d'activités économiques et adapter l'offre immobilière
- Encourager l'animation économique territoriale et la gestion concertée de l'accueil des entreprises
- Favoriser la création, la modernisation et la transmission des entreprises artisanales
- Améliorer la connaissance des besoins socio-économiques

Le PETR demeure très marqué par les activités de production (agriculture et industrie). Aujourd'hui, le territoire a besoin d'une nouvelle stratégie pour renouveler et diversifier sa base économique et ses supports de développement. Les acteurs affirment la nécessité de se rassembler. Le collectif local « Beauce & Gâtinais développement » s'est d'ailleurs créé pour développer des actions de valorisation et de communication et pour mettre en œuvre un outil d'inventaire et de suivi des espaces et locaux disponibles à la commercialisation.

Dans une optique de mutualisation, le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais s'est doté d'un « schéma de développement économique et d'accueil des entreprises » avec des objectifs principaux de :

- Définir et qualifier les potentialités foncières et immobilières d'accueil, existantes ou à créer sur le territoire du Pays, y compris en renouvellement urbain (friches et dents creuses) et préciser les conditions d'attractivité de celles-ci ;
- Identifier les offres présentes sur les territoires limitrophes du Pays (Pays voisins du Loiret et territoire du Sud Ile de France) afin de mesurer leurs impacts sur le développement économique du Pays et déterminer les pistes d'actions intégrant ces réalités économiques ;
- Qualifier et quantifier les demandes d'installation dont les communautés de communes et les communes sont actuellement destinataires de façon à mieux comprendre la typologie des offres existantes ;
- Déterminer les besoins en matière d'immobilier d'entreprise, de foncier et de services afin d'offrir une réponse adaptée quant au parti d'aménagement et de développement des zones d'activités économiques ou aux actions de requalification et d'adaptation des offres existantes ;
- Explorer les possibilités de diversification ou de spécialisation des activités accueillies et aider les élus à définir une stratégie de développement économique, à la fois à partir de l'accueil d'activités nouvelles, de l'extension ou de la transformation des activités existantes, des possibilités éventuelles de création d'activité à partir des ressources du territoire ;
- Hiérarchiser les zones d'activités existantes selon leurs caractéristiques et leur potentiel de développement si des besoins en foncier s'avèrent nécessaires. Cette hiérarchisation se fera en lien avec la démarche de révision du SCoT.

Les collectivités s'appuient aujourd'hui sur ce document pour définir les investissements nécessaires localement, renforcer le niveau d'attractivité du Pays, renforcer l'armature territoriale et assurer le renouvellement du tissu économique.

Les notions de Développement Durable et le lien avec le SCoT sont clairement affichés.

A partir des conclusions de ce schéma, les élus du territoire ont souhaité travailler à la création d'un service de développement économique. Le cabinet SYNOPTER les a accompagnés pour créer une entente économique. Les deux chargés de mission économique ont été recrutés en novembre 2018 par la CC Pithiverais Gâtinais qui assure le portage de cette entente.

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Former les jeunes et les adultes et adapter l'offre de formation aux besoins des entreprises locales
- Coordonner les besoins des entreprises avec les structures d'accompagnement vers l'emploi
- Rendre le territoire attractif pour favoriser le retour des jeunes après formation ou diplôme obtenu à l'extérieur du territoire
- Améliorer « l'attractivité » de l'entreprise
- Créer une synergie et une complémentarité entre tous les acteurs économiques
- Renforcer l'attractivité économique du territoire
- Développer l'animation économique : coordination des différents acteurs économiques (communautés de communes, DEV'UP, Loire&Orléans Eco, regroupements d'entreprises, chambres consulaires, Conseil régional...)
- Maintenir les réseaux et les structures d'accompagnement
- Développer les réseaux interprofessionnels et renforcer l'association « Cultivons l'avenir du Pithiverais »
- Attirer et conserver les jeunes sur le territoire (ce qui peut passer par le développement de centres de formation ou l'accès aux études supérieures des agglomérations proches par des transports en commun adaptés)
- Etoffer l'offre de formation post bac
- Rapprocher l'enseignement et les entreprises

Les projets en émergence :

Mesure 02

- Aménagement de la ZA d'Auxy (CC Pithiverais et Gâtinais)

Extension de la ZA de Sermaises (CC Plateau Beauceron)	Supprimé au BMP
Extension de la ZA de Manchecourt (Commune nouvelle Le Malesherbois)	Supprimé au BMP
Création d'une ZA à Coudray (Commune nouvelle Le Malesherbois)	Supprimé au BMP

Nouveau dossier en émergence au BMP

Extension de la zone d'activités de Puiseaux

Maitre d'ouvrage : CC Pithiverais et Gâtinais

Extension de la ZA de le Malesherbois

Maitre d'ouvrage : CC Pithiverais et Gâtinais

Mesure 03

Création de locaux en location – anciens locaux de la Poste à Beaune-la-Rolande (Commune de Beaune-la-Rolande)	Supprimé au BMP
Création d'ateliers relais dans une friche industrielle (MO à définir)	Supprimé au BMP

Nouveau dossier en émergence au BMP

Réhabilitation de la friche Brun pour la création d'ateliers relais

Maitre d'ouvrage : CC Pithiverais et Gâtinais

Descriptif sommaire des projets identifiés

<p>Mesure 02-1 « Schéma de développement économique et d'accueil des entreprises » <u>Maître d'ouvrage</u> : Syndicat du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais <u>Montant estimatif du projet</u> : 43 6800 € Subvention régionale potentielle : 35 000 € <u>Contenu</u> : Schéma stratégique de développement économique et d'accueil des entreprises sur le territoire du Pays. <u>Etat d'avancement du projet</u> : Lancement de l'étude en Février 2016. <u>Echéancier</u> : Etude d'environ 6 mois Date d'éligibilité des dépenses : <u>1^{er}Février 2016.</u></p>	<p>Schéma réalisé, suivi d'une étude complémentaire pour la création d'une entente économique à l'échelle du PETR. Entente économique créée en septembre 2018. Montant de la subvention : 45 600 €</p>
---	---

Mesure 02-1 **Nouveau dossier identifié au BMP**

« Cellule de développement économique »

Maître d'ouvrage :
CC Pithiverais et Gâtinais
Montant estimatif du projet : 204 000 €
Subvention régionale potentielle : 102 000 €
Contenu : Financement d'un poste de développeur économique travaillant à l'échelle du bassin d'emploi ; poste ETP pris en charge à 50% pendant 3 ans.
Etat d'avancement du projet : Prise de poste en novembre 2018.
Echéancier : nov 2018-nov 2021
Date d'éligibilité des dépenses : nov 2018.

Foncier économique

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Offrir aux entreprises des conditions optimales pour leur implantation ou leur développement, tout en : • limitant les risques de concurrence entre les territoires • donnant la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant • assurant une amélioration qualitative et environnementale des parcs d'activités
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple) • Avoir engagé une démarche de développement durable pour l'aménagement du parc d'activités traitant 4 thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace – Energie – Chantier », « Biodiversité – Eau – Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises »
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Requalification et densification du parc existant 2. Création de nouvelles surfaces d'activités (extension de parc existant / création de parc) exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans <p>- Toutes les dépenses liées à l'aménagement interne du parc d'activités : frais d'ingénierie (AMO développement durable, MOE, études spécifiques), acquisitions foncières, travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts ...)</p> <p>- Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises.</p> <p>- Acquisitions foncières intégrées dans une stratégie foncière à long terme</p> <p>- Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC ...)</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, PETR, Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant, et leurs délégataires
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de zone : 50% maximum du reste à charge pour le maître d'ouvrage, après déduction de l'ensemble des recettes (subventions et recettes issues de la vente des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local). - Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40% - AMO Démarche de développement durable : 80%

	<ul style="list-style-type: none"> - Réserve foncière économique à long terme : 20% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour tout projet : Indication du régime retenu pour la pratique d'un tarif préférentiel aux entreprises ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées ✓ <u>Modalités spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :</u> <p>Les projets d'extension ou de création de parcs d'activités doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique) ✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs. <p>La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ de la démonstration que la requalification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire. ✓ de l'existence d'un taux de commercialisation du foncier économique capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans, ✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire

Stratégie économique pour l'accueil et le développement des entreprises à l'échelle du Pays

Objectifs	<p>Cette démarche vise à établir</p> <ul style="list-style-type: none">- un diagnostic territorial (filières économiques, infrastructures économiques, réseaux d'entreprises, niveau d'attractivité du territoire),- une stratégie de développement (hiérarchisation des besoins, objectifs visés, priorités d'interventions, spatialisation des enjeux),- un programme d'actions dans différents domaines (foncier et immobilier, services aux entreprises, gestion, promotion, communication et prospective),- les moyens humains et techniques mis en place pour la réalisation et le suivi du programme, <p>A l'issue du schéma, recrutement d'une cellule d'animation économique à l'échelle du bassin d'emploi.</p>
------------------	--

Contenu	<p>Ingénierie externalisée pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• Etablir un diagnostic de l'attractivité économique du territoire, et de l'offre immobilière et foncière en tenant compte des autres études menées à l'échelle du département, de l'agglomération orléanaise, des pays voisins et des SCoT en cours d'élaboration• Evaluer les besoins en termes d'animation, de service aux entreprises et aux salariés et de qualité environnementale,• Identifier les besoins en immobilier d'entreprises, foncier économique : en requalification et en création, en tenant compte des rythmes de commercialisation• Apporter une vision stratégique à moyen et long terme pour développer une stratégie d'accueil des entreprises sur le territoire <p>Ingénierie internalisée pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• Animer le développement économique sur le territoire• Mettre en œuvre les actions stratégiques définies par les élus
----------------	--

Maitres d'ouvrage	Syndicat de Pays, EPCI
--------------------------	------------------------

Financement régional	80 % maximum des frais d'ingénierie 50% des frais d'animation internalisés et forfait de 15%
-----------------------------	---

Modalités	<ul style="list-style-type: none">✓ Validation du cahier des charges par la Région et association des services de la Région au choix du prestataire✓ Association de la Région, et des autres partenaires financeurs et compétents en matière de développement économique au Comité de pilotage de l'étude✓ Le financement de ces prestations émerge sur l'enveloppe de 10% maximum du Contrat pouvant être consacrée au fonctionnement
------------------	--

Création de locaux d'activités

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'une « chaîne immobilière » assurant le parcours résidentiel des entreprises (quel que soit leur statut juridique) avec une gamme de locaux d'activités adaptés, qu'il s'agisse de permettre l'accueil de nouvelles entreprises ou le développement des entreprises existantes. • Soutenir la création et le développement des entreprises dans les pôles offrant une gamme de services aux entreprises et aux salariés suffisante, en développant des produits adaptés (services communs, conseil et réseaux inter entreprise).
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>La Région soutiendra en priorité la reconversion de friches dans un souci d'économie de foncier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création de locaux d'activités en location aux entreprises* (pépinière, atelier relais hôtel d'entreprises, village d'artisans) en bail précaire (24 mois) ou en bail commercial (3/6/9 ans) • Création de locaux d'activités pour le compte d'une entreprise dans le cadre d'un crédit-bail immobilier <p>* Quel que soit leur statut juridique (RCS, RM, coopérative, association...)</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI et leurs délégataires éventuels
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des dépenses d'investissement liées à la création du bâtiment, des études et acquisitions jusqu'à l'aménagement intérieur du bâtiment. - Concernant les équipements (meubles, informatique ...), seuls les équipements de service commun aux entreprises sont éligibles <p>Sous réserve que la détermination du loyer consenti respecte la réglementation en vigueur : 50% du reste à charge du maître d'ouvrage,</p> <p>Reste à charge = Dépenses – recettes (subventions et loyers)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ En bail précaire ou en bail commercial : le reste à charge pour le maître d'ouvrage est calculé déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans et des éventuelles autres recettes ou subventions ✓ En crédit-bail : le reste à charge du maître d'ouvrage est calculé déduction faite : <ul style="list-style-type: none"> - des loyers escomptés sur la durée du crédit-bail



- du montant de l'option d'achat
- ainsi que des éventuelles autres recettes et subventions
- Subvention minimum 2 000 €
- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- Taux bonifié de 10 points pour les projets de réhabilitation de bâtiments existants. Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Modalités

- ✓ Démonstration de l'opportunité du projet au regard du projet local de développement économique durable du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée)
- ✓ Bilan financier prévisionnel de l'opération, apprécié au regard des coûts d'investissement et d'exploitation sur 9 ans ou sur la durée du crédit-bail (gestion, entretien-maintenance du bâtiment) et des recettes escomptées
- ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur (légalité du rabais éventuel par rapport au prix du marché, non enrichissement sans cause du maître d'ouvrage).
- ✓ Convention entre l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail
- ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant : atteinte de l'étiquette énergétique B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés sur le territoire
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb d'entreprises accueillies
- Dont nouvellement implantées sur le territoire

Axe A3 : Economie agricole

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Consolider le développement des cultures à forte valeur ajoutée et allonger les rotations des cultures
- Conforter les filières existantes de transformation agricole
- Soutenir les projets de diversification
- Encourager le développement de circuits courts alimentaires de proximité

Le PETR Beauce Gâtinais en Pithiverais est un territoire où l'activité agricole reste une composante forte. Elle représente une activité économique importante en termes d'emplois et de chiffre d'affaires et occupe environ 75% de la surface du territoire. Ce secteur est productif et reconnu dans ses démarches qualitatives. Il s'agit ici de soutenir et développer une agriculture durable en assurant la pérennisation des exploitations, une production de qualité et une activité agricole toujours plus intégrée dans son environnement.

Les filières et micro filières seront soutenues dans leur développement et leur structuration. A partir de l'étude SCoT, et plus particulièrement son volet agricole, des thématiques de filières pourront émerger. Il s'agira ensuite de les aider à se structurer et à financer les premières actions.

Dans la continuité du précédent contrat, la Région et le Pays s'accordent pour qu'un soutien puisse être apporté aux actions de diversification des activités des exploitations agricoles, dont le développement de l'agro-tourisme qui permet de valoriser une agriculture de qualité et des produits locaux issus du terroir. Cet agro-tourisme peut faciliter les filières courtes et la vente directe.

Le développement de l'agriculture bio constitue un enjeu fort du territoire, en particulier pour préserver la qualité de l'eau. Le projet vise donc le développement de l'agriculture biologique pour que davantage d'exploitations se convertissent.

La production de culture de niche ou à forte valeur ajoutée (semence) est susceptible de nécessiter des investissements en commun. En général, les actions viseront à assurer les meilleures conditions de développement économique des exploitations afin de maintenir, voire accroître, les actifs du secteur agricole. En parallèle, le programme de la GPECT, dont certaines actions visent le secteur agricole et agro-alimentaire, notamment en lien avec l'association Cultivons l'Avenir du Pithiverais (CAP), permettra de développer des actions structurantes (fonctionnement) et multi partenariales – les groupements d'employeurs sont une piste.

Pour mémoire, 161 900 € ont été engagés sur le module 12 « Agriculture » du Contrat régional 3G.

Au bilan à mi-parcours, les élus ont souhaité ouvrir la mesure 05-4 pour permettre le financement de projet structurant comme celui de créer une cuisine centrale à Bazoches les Gallerandes, en maîtrise d'ouvrage CC Plaine du Nord Loiret. Il s'agit de rapprocher producteur et consommateur et de maîtriser l'ensemble de la chaîne de production de repas, en privilégiant les circuits courts.

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Soutenir les initiatives propices au développement des circuits courts et développer la vente de proximité (AMAP, produits locaux en vente directe à la ferme...)
- Maintenir une diversité dans les cultures et soutenir les initiatives de diversification d'activités (élevage, énergie...)
- Poursuivre la sensibilisation des agriculteurs à l'intérêt d'une agriculture raisonnée et donner les outils pour la conversion

Les projets en émergence :

Mesure 05

Nouveau dossier en émergence au BMP

Projets individuels pour développer ou pérenniser l'activité des exploitants

Investissements nécessaires à la création d'amanderaies dans le Pithiverais (portages individuels)

Budget estimé : 200 000 €

Subvention régionale : 50 000 €

Mesure 05-4

Nouveau dossier en émergence au BMP (sous réserve de l'engagement du territoire dans un Système Alimentaire Territorial)

Equipements de la cuisine centrale liés à la préparation de repas dans le cadre d'une démarche alimentaire de proximité (CC Plaine du Nord Loiret)

Développement de l'agriculture biologique

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional • Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau, de l'air et des paysages • Amplifier le rythme de conversion des surfaces à l'agriculture biologique et conforter les surfaces converties conformément au SRDEII
Contenu	Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP' Filière)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre • Structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10 points par rapport à un producteur conventionnel</p> <p>Bonification de 5 points pour tout nouvel installé (depuis moins de 5 ans, cumul 40%)</p> <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	Attestation de certification AB de l'année
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Surfaces concernées en conversion et en maintien

Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional • Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques • Limiter le transport des productions agricoles • Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs • Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective
Contenu	Investissements de production, transformation, commercialisation, liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<p>- 25% en individuel (quelle que soit la forme juridique de l'exploitation) Bonification de 10 points pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans - agriculteur biologique <p>... dans la limite de 40%</p> <p>- 35% en structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure) La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	<p>Investissements éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements relatifs à la transformation et à la commercialisation (matériels, locaux) liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme - Investissements de production liés à une diversification représentant, ou relatifs à une niche économique, s'ils ne relèvent pas d'un CAP Filière
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'Ha artificialisés

***Projet alimentaire de territoire et
Système Alimentaire Territorialisé***

**Sens de l'action
régionale**

- **Accompagner la création de PAT, puis de SAT**, par la mise en réseau des acteurs et la relocalisation de l'alimentation, pour le développement économique local et l'accès à une alimentation de qualité, AB, pour tous :
 - * Mise en place d'un PAT
 - * Installation de nouveaux acteurs économiques (producteurs, transformateurs) et mise à disposition de foncier, selon les principes retenus pour les SAT dans la Région Centre Val de Loire
 - * Mise en place de la gouvernance d'un SAT

- **Maintenir et développer l'emploi local non-délocalisable, et développer la valeur ajoutée** des exploitations agricoles
- Promouvoir **l'image des territoires** à travers des **produits de terroir**
- Répondre à l'attente des citoyens en matière **d'alimentation durable et de santé**
- Concourir à la **préservation de terres arables** dans les zones péri-urbaines, à la lutte **contre le réchauffement climatique**, à la **préservation de la biodiversité** via des modes de production agro-écologiques et respectueux

La définition des principes des systèmes alimentaires territorialisés constitue une action à part entière de la Stratégie Régionale en faveur de l'Alimentation articulée autour de :

- *la restauration collective, levier de changement*
- *la gastronomie et les terroirs vitrine de l'art de vivre en région*
- *les acteurs économiques : relever le défi de la qualité nutritionnelle*
- *l'éducation pour les initiatives citoyennes et une alimentation durable*
- *les systèmes alimentaires territoriaux : accompagner l'émergence dans les territoires*

**Types de
projets
ciblés**

- **ingénierie** accompagnant les démarches de « Projet Alimentaire territorial » (diagnostic partagé, sensibilisation, programme d'actions, outils d'évaluation...) ou l'émergence et la structuration de démarche de « Système Alimentaire Territorialisé » (visant à tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire), selon une méthodologie collaborative et intégrative des acteurs afin d'assurer une gouvernance territoriale partagée : l'accompagnement d'un projet collaboratif pourra relever du dispositif A Vos ID
- **investissements** visant à faciliter le rapprochement producteurs/consommateurs, l'installation de nouvelles activités liées à la création d'un SAT, l'approvisionnement de la restauration collective, la mutualisation d'outils de stockage, livraison, conditionnement, préparation, l'aménagement et la mise à disposition de foncier par les collectivités (ferme-relais ...) – y compris études de faisabilité amont. Concernant la restauration collective, sont éligibles les investissements dédiés au stockage et à la transformation de produits locaux. Sont exclus la mise aux normes et le renouvellement de matériel courant.

NB : les investissements des producteurs (agriculteurs, associations d'insertion) favorisant le développement d'une offre sur le territoire (production, transformation, commercialisation) sont accompagnés au titre des cadres n°4, 5 et 8.

Financement régional



Maîtres d'ouvrages : Collectivités, syndicats mixtes, établissements publics, associations, notamment AMAP, et chambres consulaires à la condition d'être intégrées dans une démarche collective publique

Privés dans le cadre d'une démarche collective (ex : maison de retraite, établissement d'enseignement)

Dépenses éligibles :

- ingénierie internalisée ou externalisée menée à l'échelle d'un territoire, défini au regard du bassin de vie ou de consommation auquel il appartient.
- dépenses de communication et d'animation

Il ne peut s'agir du financement de missions préexistantes ou de missions classiques de la structure support

- investissements s'inscrivant dans la démarche SAT (de type plate-forme logistique, légumeries, magasin de producteurs, véhicules de livraison, mise à disposition de foncier...)

Taux d'intervention :

- 60% maximum des frais d'animation et des frais d'ingénierie dans la limite de trois ans
- 40 % investissements
- Subvention minimum 2 000 €, plafonnée en cas de maîtrise d'ouvrage privée (ex : maison de retraite de droit privé) à 30 000 €

En cas de projet immobilier :

- ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- ❖ Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Conditionnalités spécifiques :

Association de la Région au comité de pilotage de suivi de la démarche et à toutes les étapes de conception et de validation du projet

Modalités

- ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

Nombre d'emplois créés
Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
Volume de productions concernés (créés, traités, commercialisés ...)

Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Accompagner la structuration et le développement de l'Economie Sociale et Solidaire
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie territoriale en matière de déchets

Déjà soutenue dans le précédent contrat, l'Economie Sociale et Solidaire se développe sur le Pays. La création et le développement du chantier d'insertion par le travail en maraîchage biologique, « Le Jardin de la Voie Romaine », le développement des actions de l'association « TRIaction » le démontrent. Ces structures sont d'ailleurs bien impliquées dans le territoire ; certains de leurs membres font partie du Conseil de Développement du PETR. Elles participent par ailleurs à des actions collectives mises en œuvre par d'autres partenaires, à l'instar du Jardin de la Voie Romaine.

Dans le cadre de l'Agenda 21 de Pays, les acteurs ont souhaité inscrire l'ouverture d'une ressourcerie (ou recyclerie) comme projet structurant pour le territoire.

Plus globalement, il s'agira d'une part d'aider les structures existantes à se développer et à pérenniser leurs actions, et d'autre part de soutenir la création de nouveaux chantiers d'insertion (valorisation des anciens compteurs EDF par la création d'une nouvelle activité de l'association TRIaction, par exemple).

Le financement éventuel de ces projets sera prioritairement examiné au titre du volet Investissement A VOS ID (ex ID en campagne).

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Développer des actions de valorisation des déchets
- Multiplier les incitations aux opérations innovantes en matière d'énergie (actions témoins et concrètes)
- Poursuivre les initiatives propices à la connaissance et au développement de l'économie sociale et solidaire.
- Soutenir les initiatives d'insertion par l'activité économique (clauses dans les marchés publics, développement de l'insertion par l'activité économique, ...)

Les projets en émergence :

Mesure 08

Création d'une ressourcerie sur le territoire du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais (Association TRIaction). Ce projet sera à mettre en relation avec le projet de démantèlement de compteurs électriques ; un chef de projet a été recruté pour mettre en œuvre ces chantiers.	Projet réalisé et financé via ID en campagne 1 encadrant recruté, bénéficiaires recrutés Maître d'ouvrage : Association TRIaction Montant : 34 250 € Contenu : création d'une ressourcerie dans un quartier prioritaire de la ville à Pithiviers Subvention régionale : 13 700 €
--	---

Acquisition de matériels pour développer l'activité de l'association d'insertion

Maître d'ouvrage : Association ASER

Contenu : matériels d'entretien et de jardinage permettant d'assurer les nouveaux chantiers

Calendrier : 2019-2020

Nouveau Projet identifié

Création d'une structure de maraîchage bio

Maître d'ouvrage : Association Les Jardins de La Voie Romaine

Montant : 139 662.24 €

Contenu : matériel agricole et investissement pour création de l'activité

Subvention régionale : 55 800 €

Echéancier : projet en 2019

Insertion par l'Activité Economique des personnes en difficultés

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME ou - régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale ou à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficultés et handicapées
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • S'articuler avec une convention de partenariat économique signée entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>⇒ Acquisition de foncier lié au développement de l'activité de la structure</p> <p>⇒ Aide à l'investissement immobilier (y compris acquisitions foncières et immobilières) pour permettre le développement de l'activité de l'association</p> <p>⇒ Aménagements productifs, équipement et matériels nécessaires pour le développement de l'activité de l'association (machines, outils, acquisition de véhicule...)</p> <p>⇒ Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire</p> <p>Domaines d'activités : agriculture bio, maraîchage, services à la personne, éco-construction, éco-conception, entretien des espaces verts, collecte et recyclage d'objets de récupération...</p>
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Structures agréées au titre de l'Insertion par l'activité Economique (IAE) : Association Intermédiaires (AI), Entreprise d'Insertion, Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Atelier et chantier d'insertion (ACI) - Entreprises Adaptées (EA) et Etablissement ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) - Régies de quartier <p><i>Les opérations en maîtrise d'ouvrage publique relèvent du cadre de référence n°2 ou 3.</i></p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Taux : 40% si l'opération ne relève pas d'une aide d'Etat • Subvention minimum 2 000 € • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Agrément de la structure par les services compétents (Etat, DIRECCTE ...)</p> <p>Pour les projets immobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de personnes insérées à leur sortie du dispositif (CDD de plus de 6 mois, CDI, alternance) • Nombre de personnes handicapées insérées

Axe A5 : Economie touristique

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Mettre en réseau les offices du tourisme et mutualiser leurs actions
- Soutenir les investissements et initiatives renforçant l'offre touristique
- Valoriser les produits du terroir

Le territoire du Pays est riche de productions locales dont la plus emblématique est le gâteau « Pithiviers ». Ces produits participent, avec les richesses patrimoniales (châteaux, musées, « petit patrimoine », etc.) et environnementales (espaces Natura 2000, vallées, rivières, forêt d'Orléans, etc.), à la valorisation du Nord Loiret.

Encore trop peu identifié comme territoire touristique, sa situation géographique au carrefour de la Beauce, de la Forêt d'Orléans, du Val de Loire, de la Région Ile de France, du Gâtinais, est pourtant un atout.

A travers l'Agenda 21 de Pays, les acteurs ont souhaité s'engager dans des démarches de mutualisation, voire de fusion, notamment pour les structures d'accueil touristiques.

Retenu au titre du programme LEADER (candidature conjointe avec le Pays Gâtinais), le territoire va pouvoir mettre met aujourd'hui en œuvre, à travers l'Office de Tourisme du Grand Pithiverais, créé en 2017 sous forme d'EPIC, un programme de développement touristique sur le thème « Evoluer vers un territoire d'étape touristique entre l'Ile de France et le Val de Loire ». Il s'agit notamment :

d'affirmer la destination comme territoire innovant en matière de tourisme durable

. Déterminer un positionnement différencié croisant identité et attentes des clientèles

. Identifier et développer les circuits touristiques et leur articulation

. Organiser l'accueil et l'information touristique

de renforcer le positionnement tourisme de « nature et culture » de la destination, dans une logique d'excellence

. Structurer et développer l'offre de tourisme de nature

. Structurer et développer l'offre de tourisme "culture et d'art de vivre

de développer une offre de services de proximité adaptée aux nouvelles contingences du tourisme

. Structurer et développer l'offre d'hébergement et d'accueil

. Organiser et professionnaliser les acteurs du tourisme vers une démarche d'excellence.

Le recrutement d'un chef de projet tourisme de destination (CDD de 6 mois), à échelle du PETR Beauce Gâtinais en Pithiverais, est a été le point clé du développement touristique du territoire, qui ne disposait pas, avant 2017, de cette compétence. Son travail avait permis de préfigurer l'OT du Grand Pithiverais.

Le développement des projets se fera en concertation avec l'Agence de Développement et de Réservation Touristique du Loiret (ADRT) et les services de la Région.

Le schéma régional des véloroutes et des voies vertes n'identifie pas le pays Beauce Gâtinais en Pithiverais comme une zone à fort potentiel de développement de boucles cyclables touristiques en termes de fréquentation et de retombées économiques. Si toutefois le Pays envisageait la réalisation d'itinéraires vélo :

- l'étude de priorisation globale à mener pourrait faire l'objet d'un cahier des charges allégé (pour en limiter le coût) et adapté aux enjeux du Pithiverais.

- le Plan Vélo pourrait se limiter à la réalisation de fiches cartographiques décrivant des boucles cyclables sans aménagement, centrées sur les principales villes du territoire et/ou comprises dans un périmètre resserré en lien avec les zones touristiques du territoire et attenantes (vallées, forêts...).

Enfin, le Pays est concerné par la première route équestre européenne sur la thématique de d'Artagnan. Issu de Fontainebleau, l'itinéraire devrait traverser le territoire du Nord au Sud, se poursuivre par la forêt d'Orléans et en partie le Val de Loire, puis s'orienter plein Sud pour aboutir à Lupiac dans le Gers, village natal de d'Artagnan. Ce projet porté par la Région et la FFE bénéficie du soutien de l'Union européenne. L'objectif est une ouverture pour la saison 2017. La Mesure Itinérance équestre pourra être valorisée dans le jalonnement et l'équipement de cet axe touristique structurant et l'accompagnement des structures équestres de proximité. La définition des itinéraires est en cours.

L'Atelier Musée de l'Imprimerie, ouvert en septembre 2018, porté par l'association Artegraf est amené à devenir le site phare du territoire. A la fois musée de l'imprimerie, accueillant notamment la collection Pozzoli, le site sera également un lieu de production artistique en lien avec les métiers de l'imprimerie. L'objectif du maître d'ouvrage est que le site soit labellisé « Musée de France ». Cet équipement est le plus grand musée d'Europe sur cette thématique. 50 000 visiteurs par an sont envisagés à moyen terme.

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Coordonner la valorisation du patrimoine et l'offre touristique pour proposer une offre globale à l'échelle du territoire pour les potentiels visiteurs
- Développer des campagnes et outils de communication pour faire connaître les richesses et atouts du territoire, notamment à destination des régions urbaines proches.
- Développer le tourisme d'affaires et le tourisme vert
- Encourager le tourisme industriel et agricole

Les projets en émergence :

Mesure 14

- Création d'un espace d'accueil au théâtre des Minuits (Association Les Minuits)

Nouveaux Projet en émergence :

Aménagement d'un point d'accueil touristique à Nibelle, Malesherbes et Pithiviers

Mesure 14-1

Recrutement d'un chef de projet tourisme de destination pour animer le réseau des OT du territoire (MO à définir selon étude de faisabilité en cours de réalisation)	Recrutement d'un chef de projet tourisme Maitre d'ouvrage : PETR BGP Montant : 25 854 € Subvention : 10 900 €
--	---

Tourisme à vélo

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec la stratégie régionale 2016 – 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Devenir une Région leader du tourisme à vélo au niveau européen - Aménager, équiper et développer 2 000 km supplémentaires d'itinéraires cyclables pour découvrir et révéler les territoires traversés, en s'appuyant sur les 10 véloroutes structurantes et un réseau structuré de boucles vélo touristiques sur les territoires - Equiper et mettre en tourisme les véloroutes
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional. • Etude par un bureau d'étude expert démontrant la pertinence touristique des parcours et décrivant les moyens mis en œuvre pour leur entretien et leur exploitation touristique dans le cadre du projet cyclotouristique régional.
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes stratégiques de type « Pays ou Agglo à vélo », selon le cahier des charges régional • Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires découlant de l'étude <u>préalable</u> : des études et acquisitions foncières à la signalétique • Aménagements de services connexes aux itinéraires : aires de repos ou de services vélos (stationnements vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, points d'eau, consignes bagages, stations de gonflage et de réparation autonomes, toilettes...), équipements des sites touristiques labellisés ou en vue d'une labellisation « Accueil Vélo » • supports de communication et de promotion dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage unique à l'échelle de l'itinéraire ou du réseau de boucles aménagé
Maitres d'ouvrage	<p>- <u>Itinéraires Pays / Agglo à vélo</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Etude de faisabilité : EPCI / PETR / Syndicat de Pays ⇒ Aménagements des itinéraires : EPCI/PETR et Syndicat de Pays ⇒ Support de communication et de promotion : EPCI / PETR / Syndicat de Pays / regroupement d'EPCI / Office de tourisme <p>- <u>Aménagements connexes aux itinéraires</u> : Collectivités, EPCI, PETR, Syndicats, communes, propriétaires ou gestionnaires privés de sites touristiques situés sur les itinéraires vélos</p>
Financement régional	<p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des itinéraires : 40% des dépenses d'investissement – 50% dans le cas d'une véloroute prioritaire (en l'absence d'autre financement régional) • Aménagements connexes : MOA publics : 40%, MOA privés : 25% • Etudes de type « Pays/Agglo à vélo » : 80% • Support de communication et de promotion : 50 % <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p>
Modalités	<p>Les maitres d'ouvrage se conformeront aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Guide technique d'aménagement du Schéma régional des Véloroutes • Guide de la signalisation cyclo-touristique • Préconisations sur la conception des supports de communication • Référentiels « Accueil Vélo » (hébergeurs, loueurs de vélos, sites de visite, OT, réparateurs)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Linéaires cyclo-touristiques aménagés en nb de kilomètres

Itinérance touristique équestre

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<p>Faire émerger et construire une offre de tourisme équestre homogène bénéficiant d'une chaîne de services et d'équipements qualifiés, respectueuse des normes nationales promues par la FFE et lisible à l'échelle régionale à l'instar du tourisme à vélo, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ initiant et développant l'itinérance touristique avec équidés (cheval, attelage, âne bâté) prioritairement sur les territoires touristiques volontaristes et sur les itinéraires prioritaires : <ul style="list-style-type: none"> • Les 2 routes équestres européennes de d'Artagnan (45, 41, 37, 36) • L'axe équestre solognot reliant Chambord à Sancerre ○ développant un réseau de parcours équestres vitrines en partenariat avec les centres équestres de proximité qualifiés « tourisme » ou mobilisables sur cette filière, et les prestataires touristiques
Prérequis	Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional.
Contenu	<p><u>1) Etudes et aménagement des itinéraires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires, des études et acquisitions foncières à la signalétique • Dépenses liées à l'aménagement de points d'accueil : halte pique-nique, aire d'arrêt (avec longe ou barre d'attache, clôture ...) ... <p>2) supports de communication et de promotion</p> <p><u>3) Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres labellisées ou en vue d'une labellisation :</u> accueil, hébergements des équidés intérieurs ou extérieurs, équipements et matériels liés à l'activité randonnée</p>
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Itinéraires et équipements des cheminements :</u> EPCI/PETR, Syndicats de Pays, communes • <u>Supports de communication et promotion à minima à l'échelle du de l'itinéraire / du réseau de parcours équestres :</u> EPCI/PETR, Syndicats de Pays, Office de tourisme • <u>Aménagements des structures professionnelles équestres :</u> entreprises ou exploitations agricoles, communes, EPCI, associations
Financement régional	<p><u>1/ Itinéraires :</u> 40%</p> <p><u>2/ Support de communication et promotion :</u> 50 %</p> <p><u>3/ Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 25 %, porté à 35 % pour un agriculteur nouvel installé (moins de 5 ans) • 35% associations et collectivités <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Pour les projets privés : subvention plafonnée à 30 000 €, portée à 100 000 €, au cas par cas sur décision de la Région, pour une maîtrise d'ouvrage collective ou dans le cas d'un projet au rayonnement touristique avéré.</p>
Modalités	<p>Respect du référentiel qualité de développement et de numérisation des itinéraires équestres FFE</p> <p>Structures équestres : labels FFE Centre de tourisme équestre ou Cheval étape</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Linéaires d'itinéraires équestres qualifiés en km

Sites touristiques et lieux d'information touristique

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser un accueil touristique de qualité à l'échelle de destinations pertinentes • Maintenir et créer des emplois non délocalisables • Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction du Tourisme du Conseil régional en amont de la définition du projet (et le cas échéant, Direction de la Culture)
Contenu	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite, espaces naturels, et sites de loisirs de plein air) :</u> Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation, outils de communication</p> <p><u>Pour les lieux d'information touristique :</u> Etudes stratégiques, aménagements de locaux, développement de supports de communication et acquisition de matériels numériques</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Sites touristiques : EPCI, PETR, Syndicats de pays, propriétaires privés, associations, communes</p> <p>Lieux d'information touristique : EPCI, PETR, Office de tourisme, EPIC, association</p>
Financement régional	<p>25 % pour les investissements 50 % pour les études stratégiques et la communication</p> <ul style="list-style-type: none"> • Subvention minimum 2 000 € • Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €. • Le plafond d'aide régionale peut être porté, exceptionnellement, à 100 000 € dans le cas d'un projet au rayonnement avéré. <p>Pour les projets publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite et de plein air) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité économique et touristique pour tout projet de création - Labellisation « accueil vélo » obligatoire pour les sites situés à moins de 5 km d'un itinéraire touristique cyclable balisé



	<p><u>Pour les lieux d'information touristique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mutualisation des structures d'accueil et d'information touristique à l'échelle d'une destination touristique reconnue (présentation de la stratégie commune et de la mutualisation des moyens) - Classement national (après l'opération) - Sur les outils et supports de communication, la Région se prononcera au cas par cas sur présentation des opérations en amont <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
<p>Indicateurs d'évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

Ingénierie touristique territoriale

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser la mise en tourisme du territoire autour de thématiques touristiques pertinentes (itinérance, tourisme nature et culture) • Créer des emplois non délocalisables • Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits, notamment en lien avec le programme LEADER • Conforter la destination de tourisme de nature • Augmenter l'attractivité touristique du territoire du Nord Loiret 	
Contenu	Ingénierie, internalisée (chargé de mission, chef de projets...) ou externalisée relative à une animation territoriale ciblée sur le tourisme à l'échelle du Pays	
Maîtres d'ouvrage	EPCI, EPIC, Syndicat de Pays	
Financement régional	50 % maximum des frais d'animation, externalisés ou internalisés, dans la limite de 3 ans	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Validation du cahier des charges ou de la fiche de poste du chargé de mission ou du chef de projets par la Région et association des services de la Région au recrutement du chargé de mission ou au choix du prestataire • Association de la Région, et les autres partenaires financeurs, au Comité de pilotage de suivi de la démarche • Pour une animation internalisée, la mission confiée fait l'objet d'une production (comparable à une prestation externe) et un rapport d'activité précis et détaillé (documents produits, comptes-rendus de réunions...) est fourni chaque année à l'issue de la 1^{ère} année, à l'appui de toute demande pour l'année N+ 1 • Le financement de ces prestations émerge sur l'enveloppe de 10% maximum du Contrat pouvant être consacrée au fonctionnement 	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés 	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de sites mis en réseau • Nombre de démarches engagées • Evaluation des actions réalisées

B1 : Services à la population

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Elaborer un projet local de santé afin de permettre la définition de véritables parcours de soins
- Veiller à l'équilibre entre pôles commerciaux et commerces de proximité à Pithiviers, et dans les pôles intermédiaires
- Maintenir et développer les tournées alimentaires et le maillage des commerces de proximité en zone rurale
- Compléter le maillage de l'offre d'accueil petite enfance et jeunesse

Le PETR Beauce Gâtinais présente globalement, en termes de niveau d'équipements et de services à la population, le profil caractéristique d'un territoire en franges franciliennes avec certaines carences constatées en matière d'équipements structurants. Depuis les premiers contrats régionaux de Pays, plusieurs équipements majeurs à destination de la jeunesse ont pu être créés, à Malesherbes, Pithiviers, Sermaises et Puiseaux notamment. D'autres projets sont en émergence, à Boisseaux.

Sur le thème de la santé, le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais a marqué dans le cadre de son Agenda 21 sa volonté de s'engager, à court terme, dans un Contrat Local de Santé.

L'ARS Centre-Val de Loire est le partenaire privilégié pour élaborer et mettre en œuvre ce contrat. Le diagnostic quantitatif a été réalisé fin 2015 par l'Observatoire Régional de Santé. Le diagnostic qualitatif a débuté en janvier 2016 avec le recrutement d'un animateur santé, pour territorialiser la démarche et impliquer l'ensemble des acteurs médico-sociaux du Pays. Les premiers projets d'animation, de concertation ont démarré. Le rôle de facilitateur du CLS est un atout mis en avant par les partenaires.

Le maillage en MSP se poursuit avec l'ouverture de l'équipement à Pithiviers, porté en maîtrise d'ouvrage de la CC du Pithiverais et le projet mutualisé de Puiseaux et Malesherbes, en maîtrise d'ouvrage communale accompagnée par la CC du Pithiverais Gâtinais. Des pôles privés étant déjà opérationnels dans l'Outarville, l'ensemble du territoire sera couvert en exercice regroupé (NB : projet à Beaune la Rolande ouvert en 2015).

Une CPTS devrait voir le jour à l'échelle du territoire.

En termes de commerce de proximité, compte tenu de l'intérêt structurant et vitalisant des commerces de centre bourg (notamment les commerces de bouche) et afin de pouvoir répondre à toute opportunité, les élus du Pays ont souhaité activer la mesure n°21 « soutien au commerce de proximité ».

Ces projets pourront d'ailleurs créer des liens avec ceux de développement de filières courtes, de commercialisation ou encore la conciergerie mobile de proximité (Idée en campagne).

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Prendre en compte les évolutions structurelles de la population dans l'offre du territoire (logements, transports...) : adapter l'offre d'équipements, de services et de logements au vieillissement de la population et à la diminution tendancielle de la taille des ménages
- Prendre en compte les besoins des familles (les jeunes) en termes de services
- Renforcer le commerce de proximité, les centres-bourgs et maintenir les pôles secondaires

- Développer les équipements extrascolaires et renforcer l'offre d'enseignement secondaire
- Développer les structures et les services en direction de la petite enfance et l'enfance.
- Mener une réflexion sur la création d'une structure d'accueil avec hébergement destinée à l'enfance maltraitée
- Répondre aux problématiques de densité et de disparité territoriale de l'offre de santé
- Répondre aux enjeux relatifs au vieillissement de la population et aux besoins qu'il implique
- Clarifier et coordonner les services de maintien à domicile pour un service optimisé et lisible à l'échelle du Pays.

Projets en émergence :

Mesure 15

Création d'un Pôle santé réparti sur deux pôles, Puiseaux (Commune de Puiseaux) et Malesherbes (Commune nouvelle Le Malesherbois)

Maîtres d'ouvrage : commune de Puiseaux et Commune Nouvelle Le Malesherbois

Contenu : Création d'un pôle santé avec projet médical commun, bien que réparti physiquement sur deux pôles

Etat d'avancement : projet santé déposé à l'ARS. AMO en cours de sélection

Echéancier : Appel d'offres à l'automne 2019

Création d'un pôle médical ou d'un cabinet satellite à Sermaises (Commune de Sermaises) en lien avec la MSP de Pithiviers

Maître d'ouvrage : commune de Sermaises

Contenu : Création d'un pôle médical en lien avec la MSP de Pithiviers.

Etat d'avancement : Première réunion à l'été 2019

Echéancier : Appel d'offres à l'automne 2019

Mesure 19

Création d'une MAM à Charmont en Beauce

Création d'une crèche parentale à Erceville

Travaux de rénovation de la halte-garderie de Puiseaux

Maître d'ouvrage : CC Pithiverais Gâtinais

Mesure 20

Construction d'un accueil périscolaire à Briarres/Essonnes (CC des Terres Puiseautines)	Projet envisagé à Puiseaux et en MO CCPG
Aménagement d'un accueil périscolaire à Greneville-en-Beauce (CC Plaine Nord Loiret)	Financé hors CRST
Aménagement d'un accueil périscolaire à Boisseaux (CC Plaine Nord Loiret)	Financé hors CRST

Aménagement d'un accueil jeune à Bazoches-les-Gallerandes

Maître d'ouvrage : CC Plaine Nord Loiret

Montant estimatif : 91 300 €

Contenu : Travaux d'aménagement pour accueil jeune.

Subvention régionale : 18 200 €

Rénovation Accueil jeunes Chilleux aux Bois

Maître d'ouvrage : CC du Pithiverais

Création d'un ALSH à Puiseaux (CC Pithiverais Gâtinais)

Maître d'ouvrage : CC du Pithiverais Gâtinais

Montant estimatif : 695 811 €

Contenu : Création d'un ALSH.

Echéancier : Travaux en 2020-2021
Subvention régionale : 139 100 €

Mesure 21

Extension restaurant de Manchecourt

Maître d'ouvrage : Commune nouvelle le Malesherbois

Rénovation boulangerie Briarres/Essonne

Maître d'ouvrage : Commune Briarres sur Essonne

Echéancier : 2019-2020

Travaux d'aménagement d'une épicerie

Maître d'ouvrage : Commune de Chilleurs aux Bois

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 15

« Maison de santé pluridisciplinaire de Pithiviers »

Maître d'ouvrage :

Communauté de communes Le Cœur du Pithiverais

Montant estimatif du projet : 2 200 000 €

Subvention Etat/Région/FEADER potentielle : 50% d'une base subventionnable de 1 960 000 €

Contenu :

Au regard de l'importance pour le territoire que constitue la question de la démographie médicale, les élus de la Communauté de communes ont souhaité apporter une réponse à la demande des 19 professionnels de santé regroupés en association, en approuvant le portage communautaire du projet de MSP en juin 2015.

Avancement du projet :

Plusieurs réunions avec les professionnels de santé organisées depuis 2014.

Juin 2015 : Délibération de la Communauté de communes pour la réalisation du projet.

Janvier 2016 : Choix du terrain d'implantation de la MSP situé rue du Capitaine Giry

Mars 2016 : Réunion de présentation du projet de santé à l'ARS/Etat/Région

Echéancier (démarrage des travaux) : 2016.

Date d'éligibilité des dépenses (le cas échéant)

MSP ouverte en février 2019

21 professionnels de santé accueillis

Montant : 2 134 399,40 €

Subvention régionale : 154 500 €

Mesure 15-1

« Recrutement d'un animateur Contrat Local de Santé »

Maître d'ouvrage : Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais

Montant estimatif du projet : 133 731 €

Contenu :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Contrat Local de Santé, le syndicat mixte du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais recrute un(e) chargé(e) de mission pour animer et suivre ce programme. Le poste est basé au Syndicat de Pays.

Soutien à la réalisation du diagnostic territorial qualitatif, co-organisation du Forum santé et mise en œuvre du programme d'actions pluriannuel.

Avancement du projet : Anne-Laure LE NY a été recrutée au 1^{er} Janvier 2016

Echéancier (démarrage des travaux) : du 01/01/2016 au 31/12/2018 soit un CDD de 3 ans à 35h / semaine

Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} Janvier 2016

Animatrice recrutée en 2016 (Anne-Laure LE NY, remplacée depuis septembre 2018 par Méta FADIGA)

Projet de CLS validé par les partenaires en 2017.

Signature du CLS en septembre 2017

2 dossiers déposés

Montants : 144 201 €

Subvention régionale : 61 800 €

Mesure 20

« Construction d'un accueil de loisirs sans hébergement à Sermaises »

Maître d'ouvrage : Communauté de communes du Plateau Beauceron

Montant estimatif du projet : 528 000 €

Subvention régionale potentielle : 158 000 €

Contenu :

Les élus de la Communauté de communes souhaitent créer un nouveau bâtiment pour y accueillir l'ALSH, route de Thignonville. Une étude de programmation a été confiée au cabinet OXYLIUM, associé à BED, PRIVAT CRESPEAU.

Le site accueille aujourd'hui des écoles maternelle et primaire, accueil périscolaire et restaurant scolaire. Après réhabilitation, mise en accessibilité et extension, le bâtiment de l'actuelle école maternelle accueillera l'ALSH au RDC et l'école maternelle à l'étage. 430 m² sont consacrés. La capacité d'accueil des enfants doublera pour atteindre 80 enfants.

Le projet utilisera des matériaux biosourcés. Un système de chauffage par géothermie est envisagé.

Avancement du projet : APD en mars 2016

Echéancier (démarrage des travaux) : 2^{ème} semestre 2016.

Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} Juillet 2015

ALSH ouvert en octobre 2018

Montant des travaux : 1 808 875,18 €

Subvention régionale : 361 700 € + bonus géothermie

<p>« Construction d'un accueil périscolaire au Domaine de Flotin »</p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : Communauté de communes du Beaunois</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 1 864 534 €</p> <p>Subvention régionale potentielle : 559 300 €</p> <p><u>Contenu</u> :</p> <p>Par délibération en date du 10 juillet 2012, la Communauté de Communes du Beaunois a acquis un site à Nibelle, le Domaine de Flotin. La propriété concernée est composée d'un manoir avec chapelle, dépendances et logements, hangar, garages, le tout à restaurer, sur un ensemble de terrains, bois, friches et étangs d'une superficie de 6 ha environ. La CCB a également acquis 4 ha de bois contigus au Domaine de Flotin, situés dans la commune de Boiscommun, mais non attenants à la propriété susvisée.</p> <p>Le Domaine en son entier couvre toutefois une superficie d'environ 64 ha, dont 54 ha de bois contigus à la propriété. Une zone d'aménagement différé de 60 ha a été créée par arrêté préfectoral du 24 octobre 2012. Le droit de préemption a été délégué au profit de la Communauté de Communes du Beaunois pour une durée de 6 ans.</p> <p>L'étude de pré-programmation a défini la vocation du site d'ouverture aux populations de la communauté de communes en préservant le contexte architectural et naturel du lieu. Les deux premières phases d'aménagement prévoient l'ouverture des espaces extérieurs et la création d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ASLH) ouvert les mercredis et vacances scolaires. Une mission de programmation a permis de définir le projet d'ALSH.</p> <p>De plus, la communauté de communes du Beaunois envisage l'ouverture au public des espaces extérieur dans le cadre d'un parc nature de loisirs ouvert au public, favorisant la découverte de l'histoire, du bâti et des milieux naturels du site.</p> <p><u>Avancement du projet</u> :</p> <p>Acquisition des bâtiments, bois et prés en 2014. Mission de programmation en cours.</p> <p><u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : 2^{ème} trimestre 2016.</p>	<p>Travaux en cours. Ouverture aux vacances d'été</p> <p>Echéancier : Travaux depuis 2017</p> <p>Montant estimatif : 2 654 598,26 €</p> <p>Subvention régionale : 422 800 € + bonus MBS</p>
--	---

Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures d'exercice regroupé

Sens de l'action régionale

En application d'un des volets du Plan Santé :

- Réduire la fracture médicale en :
 - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes
 - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé
- Accompagner les mutations en matière de pratique médicale

Pré-requis inscrits au cahier des charges du CPER 2015- 2020

Associer les services de la Région, du SGAR et de l'ARS en amont de l'élaboration du projet immobilier, notamment dans le cadre d'une réunion de présentation du projet en présence notamment des professionnels engagés dans le projet de santé

Contenu

L'ensemble des projets éligibles au cahier des charges du CPER 2015-2020, et à ses éventuelles modifications.

Maitres d'ouvrage

Collectivités territoriales et leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux)

Financement régional

Les taux d'intervention et plafonds de subvention sont ceux indiqués dans le cahier des charges du CPER.

Subvention minimum 2 000 €

- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs):
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités

Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés

- CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée²
- DEFINITION D'OBJECTIFS ET D'ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.
- RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (exemples : salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...)

	<p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux • Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé

« Projets locaux de santé »

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes - améliorant l'accès aux soins - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé • Accompagner la mutation en matière de pratiques médicales
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil régional en amont (notamment validation du cahier des charges du CLS et association au choix du prestataire, validation en amont par la Région du budget prévisionnel de la structure d'accueil du médecin salarié).

Contenu	<p>1/ Création d'un poste d'animateur du Contrat local de santé</p> <p>2/ Aide au démarrage pour une Communauté professionnelle territoriale de Santé (CPTS)</p> <p>3/ Actions de communication, visant à promouvoir la santé et l'attractivité du territoire régional</p> <p>4/ Expérimentation d'un fonds d'amorçage pour encourager les projets d'installation salariée portée par des communes ou des EPCI</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Collectivité territoriale, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, établissement public de santé (hôpitaux locaux), structure porteuse d'une CPTS</p>

Financement régional	<p>1/ Financement à 50% sur la durée du Contrat Local de Santé et son élaboration</p> <p>2/ Forfait de 20 000 € pour l'année de démarrage de la CPTS</p> <p>3/ Taux de 30%</p> <p>4/ Taux de 25% du reste à charge pour le porteur de projet (plafond de 50 000 €, sur la base du salaire moyen d'un médecin généraliste en début de carrière). La mesure porte sur les 2 premières années de l'expérimentation.</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
----------------------	--

Modalités	<p>1/ Co-financement sous réserve du financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS)</p> <p>2/ Validation de la CPTS par l'ARS</p> <p>3 / Les opérations devront s'inscrire dans le Contrat Local de santé. Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support.</p> <p>4/ L'expérimentation ne concerne que les territoires carencés et dans lesquels un CLS a permis de constater l'insuffisance de l'offre libérale, notamment pour s'engager dans un projet d'exercice regroupé.</p>
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre d'emplois créés</p> <p>Nombre de professionnels adhérant à la CPTS</p>

Structures d'accueil petite enfance (0-3 ans)

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux habitants de disposer des services de base • Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) • Contribuer au lien social • Offrir aux parents le choix entre différents modes de garde quelle que soit la situation géographique (ville ou zone rurale) • Répondre aux besoins de familles ayant des contraintes spécifiques (situation de travail précaire, parents ayant des horaires de travail atypiques, parents d'enfants présentant un handicap, familles monoparentales, ...)
Contenu	<p>Création / aménagement/ réhabilitation de crèches collectives, structures multi accueil micro-crèche, halte-garderie, Relais Assistantes maternelles (RAM), Maison d'Assistants Maternelles (MAM)</p> <p>Ces équipements peuvent être gérés par une collectivité locale, une association (avec le soutien de financements publics), une entreprise privée.</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, Communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <p><u>Investissement</u> : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier et équipements (lié à la création de places)</p> <p>Taux de subvention :</p> <p><u>Investissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30% pour les projets permettant la création de places nouvelles • 20% pour les projets permettant le maintien de places existantes • Bonification de 10 points (non cumulative) pour les structures : <ul style="list-style-type: none"> • dont la gestion est assurée par une association (soutien à l'ESS) • disposant de personnels dédiés à l'accueil d'enfants handicapés • disposant d'une offre de services pour les parents en horaires de travail atypiques (avant 7h00, après 19h00, week-end, jours fériés); • dont l'organisation du service permet l'accueil des enfants de parents en insertion ou en formation professionnelle (places réservées, partenariat avec un organisme de formation ou des structures d'insertion...); • en gestion écoresponsable (label « écolo-crèche » ou démarche « éco-crèche » ou équivalent) <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Avis de la CAF - Pour la bonification gestion écoresponsable : présentation de la démarche et attestation de label écolo-crèche ou équivalent




	<p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places de garde créées • Nombre de places de garde maintenues • Nombre de places pour les enfants handicapés

Accueil extrascolaire et locaux jeunes

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux habitants de disposer des services de base • Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) • Contribuer au lien social • Offrir des activités de loisirs aux jeunes
Contenu	Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes, d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), de locaux dédiés à l'accueil périscolaire
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier</p> <p>Taux de subvention : 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié ou dans une partie du bâtiment clairement identifiable et spécifiquement dédié - Avis de la CAF <p>Pour tout projet immobilier</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places créées en ALSH • Nombre de places maintenues en ALSH



Soutien au commerce de proximité

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux habitants de disposer des services de base • Maintenir des emplois non délocalisables • Contribuer au lien social
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	En cas de carence de l'initiative privée : Acquisition, réhabilitation, construction, équipement de commerce de proximité en vue de maintenir ou recréer un commerce
Maitres d'ouvrage	Communes ou leurs groupements Associations
Financement régional 	30% de la dépense 40% dans le cas d'une épicerie sociale ou d'un café associatif Subvention minimum 2 000 € <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	Avis de la chambre consulaire sur la viabilité économique et l'absence de concurrence avec des entreprises existantes <u>Pour tout projet immobilier</u> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe B2 : Développement de l'accès à la culture

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Développer l'animation culturelle

Dans le cadre du contrat précédent, le territoire a bénéficié de financements pour accroître les services à la population. Sur le thème de la lecture publique, la construction des médiathèques de Pithiviers et de Boynes permet de nouveaux usages. La salle culturelle de Sermaises permet aujourd'hui d'accueillir des manifestations, de spectacle vivant notamment, dans des conditions professionnelles.

Lors de ce contrat, il s'agira de développer plus encore les activités culturelles et d'une manière générale, de favoriser l'accès à la pratique culturelle et à l'enseignement artistique.

NB : cette mesure peut être rapprochée de la mesure A5 sur les actions touristiques, notamment en complément du programme LEADER.

En matière de lecture publique, la mise en réseau avec la médiathèque sera recherchée.

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Equilibrer l'offre d'équipements culturels et sportifs sur le territoire.
- Construire une stratégie culturelle territoriale

Deux projets concernant plus particulièrement le pôle de Centralité de Pithiviers :

Espaces de culture connectés : Installation d'« arbres à livres » et de bornes WI-FI dans quatre sites de la ville pour faciliter l'accès à la lecture à tous les publics (Médiathèque, jardin de l'hôtel de ville, Saint-Aignan, Parc Bellecour)

Equipement de deux salles d'exposition au sein de l'ancienne bibliothèque et de la Chapelle de l'Hôtel Dieu : aménagement intérieur de deux salles d'exposition d'art contemporain, reliées par un patio extérieur. Les deux salles ne seraient pas ouvertes en même temps car elles présentent une vocation différente : création pour la chapelle, exposition pour la salle. Une programmation d'artistes locaux est envisagée. Ouverture prévue à l'été 2016.	Projets réalisés hors CRST, avec travaux en régie
---	---

Projets en émergence : Mesure 16

Création d'une salle culturelle à Briarres/Essonne Maître d'ouvrage : Commune de Briarres/Essonne	Projet abandonné par la commune
---	---------------------------------

Mesure 16-1 (Pôle de centralité)

- Espaces de lecture participatifs : boîtes à livres libre-service et borne WI-FI

Aménagement de salles d'exposition dans l'ancien musée et la Chapelle de l'Hôtel Dieu Maitre d'ouvrage : Commune de Pithiviers	Réalisés hors CRST, car en partie en régie
--	--

Musée numérique Microfolies

Maître d'ouvrage : Commune de Pithiviers

Montant estimatif : 60 000 €

Contenu : Acquisition et installation d'une borne numérique permettant de naviguer dans les collections des Musées de France.

Subvention régionale : 18 000 €

Mesure 17

Aménagement d'une bibliothèque à Courcy-aux-Loges Maitre d'ouvrage : Commune de Courcy-aux-Loges	Supprimé au BMP
--	-----------------

Mesure 18

Classe de musique Maitre d'ouvrage : commune de Pithiviers Aucune info	Suppression au BMP
---	--------------------

Déplacement de l'école de musique de Pithiviers

Maître d'ouvrage : Commune de Pithiviers

Montant estimatif : 1 500 000 €

Contenu : Acquisition d'un bâtiment en cœur de ville pour y installer l'école de musique municipale dans des locaux mieux adaptés et accessibles

Etat d'avancement : Bâtiment acheté

Echéancier : 2020-2021

Subvention régionale : 300 000 €

Mesure 18-1

Création d'un espace muséographique et culturel autour de la collection Dufour Maitre d'ouvrage : CC Plaine du Nord Loiret	Projet abandonné
--	------------------

Création de l'AMI (Atelier Musée de l'Imprimerie) Maitre d'ouvrage : Association Artegraf	Projet réalisé sur mesure 14
---	------------------------------

Salles de spectacles support d'une programmation culturelle significative

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'offre de diffusion culturelle et artistique pour permettre un meilleur maillage du territoire régional, favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre • Développer les équipements adaptés au déploiement des politiques culturelles locales et participant à l'attractivité du territoire • Permettre aux artistes soutenus par la Région Centre de se produire sur le territoire régional
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration préalable d'un projet culturel en associant la Direction de la Culture de la Région (formalisation sur la base du formulaire régional) au regard du maillage existant en salles de spectacles accessibles en 30 mn, du planning prévisionnel d'occupation de la salle, du nombre de spectacles professionnels envisagés, du budget artistique prévu ...
Contenu	<p>Création ou amélioration de salles de spectacles</p> <p>Acquisition de matériel scénographique (sonores, éclairage, ...)</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, structures privées
Financement régional	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond d'aide régionale peut être exceptionnellement porté à 100 000 € si le projet s'inscrit dans une logique de tiers lieux culturels et artistiques tels que la collectivité les définit et répond notamment aux ambitions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'implication financière des collectivités, • L'accueil d'équipes artistiques dans la durée (permanence) ou de manière temporaire (ex : résidence) • Des logiques de coopération, mutualisation, partage du lieu et des compétences entre acteurs, • la programmation ne comporte pas plus d'un tiers des productions des équipes artistiques gérant les lieux.




Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter une analyse acoustique et scénographique - Le projet doit programmer des artistes soutenus par la Région Centre ou qui sont accompagnés par un pôle régional ou structure associée (partenaires de la Région accompagnant les artistes dans leur professionnalisation) - Le projet devra faire apparaître la mise en place de moyens humains pour assurer la pérennité du projet, qui devront représenter au minimum un équivalent temps plein - Le gestionnaire de la salle s'engage à mettre en place une tarification sociale (notamment en acceptant les chèquiers CLARC) <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Aménagements supports d'un développement culturel à Pithiviers


Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'animation culturelle du pôle de centralité en soutenant la création ou l'aménagement d'espaces adaptés à la diffusion de spectacles, d'événements et de lieux dédiés à la pratique d'activités artistiques et culturelles • Favoriser la réalisation d'aménagements renforçant l'action culturelle sur le territoire, d'équipements supports d'actions culturelles pertinentes • Renforcer l'accès à la culture aux habitants du pôle de centralité en misant sur la qualité, les produits et aménagements 	
Contenu	<p>Aménagements et investissements favorisant l'accueil d'actions culturelles de qualité (outils de médiation, aménagements intérieurs et extérieurs divers...), matériels spécifiques (espace scénique, accroches lumières, acoustique...).</p> <p>Etudes préalables : prestations intellectuelles, scénographie</p>	
Maîtres d'ouvrage	Commune de Pithiviers	
Financement régional	30 %	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation d'un projet culturel et/ou artistique : note présentant la fréquentation actuelle et celle projetée, l'insertion du(des) futur(s) aménagement(s) dans l'offre culturelle locale et son insertion dans la dynamique culturelle du territoire, tarifs envisagés (le cas échéant), diversification des publics, activités développées, gestion et modalités d'ouverture au public, moyens d'animation adaptés (en particulier pour les expositions), stratégie web et outils de promotion, ... • Avis de la Direction culture du Conseil régional • Avis de l'ABF, le cas échéant. • Concernant le matériel, celui devra permettre d'améliorer les prestations culturelles (son, lumière, scène...). <p>Sont exclus : Les mises aux normes et les travaux d'entretien courant, les équipements pour des salles polyvalentes/des fêtes.</p> <p>Les travaux réalisés en régie ne sont pas éligibles</p>	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés surfaces perméables • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET 	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de sites aménagés • Nombre de projets réalisés • Nombre d'emplois confortés

Équipements de lecture publique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter la couverture régionale en matière de lecture publique pour pallier des carences d'équipements sur certains territoires • Favoriser l'adaptation et la montée en gamme des services rendus pour répondre aux besoins des habitants et à l'évolution des usages • Affirmer le rôle des équipements de lecture publique comme des lieux support d'animation culturelle de proximité
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet
Contenu	Aménagement de locaux, équipements en mobilier dans le cas de la création d'un équipement nouveau ou d'une extension
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional 	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - En cas de création, le porteur de projet devra faire la démonstration de l'opportunité du projet au regard du maillage existant accessible en vingt minutes - Les projets s'inscrivant dans un réseau permettant la mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (fonds documentaires) et d'équipements sont privilégiés <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

CADRE DE REFERENCE REGIONAL avec adaptations

***Équipements liés à l'enseignement artistique :
écoles de musique, de danse et d'art dramatique***

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter le maillage du territoire en matière d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique • Améliorer l'offre et son accessibilité sur le territoire régional tout en favorisant un rayonnement intercommunal de l'équipement • Favoriser la mise en réseau de ces équipements culturels sur le territoire
Pré-requis	Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet
Contenu	Projets immobiliers et équipements liés à la pratique
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, établissements publics
Financement régional 	<p>taux de subvention de 20 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe B3 : Sports et loisirs

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Renforcer l'offre en équipements sportifs et adapter l'offre à la demande des scolaires

Le territoire est aujourd'hui plutôt bien maillé en termes d'équipements sportifs structurants. Les clubs sportifs accueillent ainsi leurs licenciés dans de bonnes conditions, ce qui permet, à l'instar du club de natation de Puiseaux, d'être classé parmi les meilleurs clubs de France.

A la suite de la fermeture de la piscine existante pour cause de vétusté, la création d'un équipement nautique est à l'étude à Beaune-la-Rolande (en maîtrise d'ouvrage communautaire). La rénovation de la piscine de Pithiviers-le-Vieil est terminée (portée par la communauté de communes Le Cœur du Pithiverais).

La destruction/reconstruction d'un gymnase est prévue à Malesherbes. En lien avec le projet de nouveau collège à Dadonville, la construction d'un nouveau gymnase est nécessaire.

Quelques aires de jeux de loisirs actifs ont été aménagées (principalement hors contrat). Ces équipements ludiques permettent de favoriser le lien social, de renforcer la qualité de vie des familles, de proposer des équipements adaptés et sécurisés. D'autres sont en projets.

Un projet d'aire de jeux multisports est en cours d'élaboration à Boisseaux, Ascoux, Laas, Nangeville, Puiseaux, Boynes, Vrigny.

La réhabilitation de certains équipements est aussi envisagée sur la mesure « Plan Isolation Régional ».

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Equilibrer l'offre d'équipements culturels et sportifs sur le territoire

Projets en émergence :

Mesure 22

- Démolition/reconstruction d'un gymnase à Malesherbes (Commune nouvelle Le Malesherbois)

Construction d'un gymnase à Dadonville

Maitre d'ouvrage : CC du Pithiverais

Montant : 4 000 000 €

Contenu : création d'un gymnase en lien avec la construction du nouveau collège sur la commune de Dadonville

Subvention régionale : 400 000 €

Echéancier : travaux en 2020-2021

Divers city stade ou aires de jeux

- Rénovation du terrain de football de Puiseaux (CC Pithiverais Gâtinais)
- Rénovation du sol du gymnase de Puiseaux (CC Pithiverais Gâtinais)

Travaux de rénovation du terrain de football de Nancray sur Rimarde

Maitre d'ouvrage : CC Pithiverais Gâtinais

Tennis couvert

Maitre d'ouvrage : CC Pithiverais Gâtinais

Contenu : rénovation de l'équipement

Montant : 500 000 €

Subvention régionale : 100 000 €

Calendrier : 2020

Rénovation de la bulle de tennis à Pithiviers

Maitre d'ouvrage : Commune de Pithiviers

Contenu : rénovation de l'équipement

Montant : 300 000 €

Subvention régionale : 60 000 €

Calendrier : 2020

Rénovation du sol du gymnase St Aignan

Maitre d'ouvrage : Commune de Pithiviers

Contenu : rénovation de l'équipement

Montant : 55 833 €

Subvention régionale : 11 100 €

Calendrier : 2019

Création de 2 vestiaires pour le club de rugby

Maitre d'ouvrage : Commune de Pithiviers

Contenu : Création de l'équipement

Montant : 200 000 €

Subvention régionale : 40 000 €

Calendrier : 2019

Réhabilitation d'un terrain de tennis à Chilleurs aux Bois

Maitre d'ouvrage : Commune de Chilleurs aux Bois

Equipements sportifs et de loisirs

Sens de l'action régionale	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
Pré-requis	Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création, démolition/reconstruction, réhabilitation d'équipements sportifs en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues. 2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stades, skate-park, activités de nature...
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations, <u>bailleurs sociaux</u>
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Taux de subvention : 20% Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cadre d'un équipement sportif utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas et dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond de 30 000 € est porté à 100 000 € dans le cas d'un projet privé au rayonnement avéré</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du maillage existant et des besoins identifiés, notamment dans le cadre du diagnostic régional de la pratique sportive et des différents schémas sportifs locaux ou régionaux. • La mixité d'usages de l'équipement sera recherchée : pratiques en club, pratiques scolaires, accès libre <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux. ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Equipements nautiques

Sens de l'action régionale	<p>Proposer un maillage du territoire régional en équipements nautiques ouverts toute l'année, accessibles en moins de 20 min, et en bon état afin de répondre aux besoins des habitants en matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'apprentissage de la natation - de santé / bien-être (bébés nageurs, gymnastique aquatique, rééducation...) - de sport loisirs
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du Plan piscine régional relatif à la complétude du maillage en équipements nautiques : <ul style="list-style-type: none"> • ouverts toute l'année (couverts, découvrables, bassins nordiques ...) • et dans des secteurs carencés en termes d'équipement nautique couvert (absence d'équipement ou niveau de vétusté compromettant le maintien d'un équipement) • Autres équipements nautiques (vocation tourisme, loisirs, équipement de plein-air)
Financement régional	<p>Maitres d'ouvrage : EPCI, communes</p> <p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Les SPA et les équipements ludiques sont exclus de la dépense éligible.</p> <p>Taux de subvention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30% pour les équipements relevant du Plan Piscine régional • 20% pour les autres équipements nautiques <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Conditionnalité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En construction neuve, l'équipement doit être classé en Etiquette B (<2800 kWep/m² bassin/an) • En réhabilitation, les travaux doivent permettre d'atteindre, après travaux, l'étiquette énergétique C (<4 000 kWep/m² bassin/an) <p>Conditionnalité sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une tarification sociale • Equipements permettant une mixité d'usage : scolaires, clubs, pratiques libres • Conventionnement avec le lycée le cas échéant pour la mise à disposition le cas échéant de créneaux horaires à l'usage des lycéens • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe C0 : Paysage

Cet axe concerne spécifiquement la ville de Pithiviers, pôle de centralité.

Le territoire de l'agglomération de Pithiviers est impacté par des sites archéologiques remarquables et des périmètres de protection des monuments historiques. En particulier, deux monuments historiques majeurs sont situés au cœur du centre-ville de Pithiviers : de la collégiale Saint-Georges et de l'Eglise Saint-Salomon.

Les diverses problématiques rencontrées par la commune de Pithiviers sur les projets de revalorisation du centre-ville inclus dans le périmètre de protection des monuments historiques ont poussé la commune à envisager la création d'une Aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP).

L'objectif de l'AVAP est de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces puis d'intégrer des finalités du développement durable. Il s'agit de prendre en considération certaines mesures ayant des conséquences directes dans le domaine du développement durable (matériaux, dispositifs ou travaux d'économie d'énergie, installations d'exploitation des énergies renouvelables par exemple).

L'AVAP permet de se substituer à la notion de périmètre de protection grâce à un document contractuel et d'aide à la décision pour les particuliers et les professionnels, permettant la préservation, la gestion et la mise en valeur du patrimoine bâti et naturel de la commune sur un périmètre adapté. Son intérêt majeur réside dans l'adaptation de la servitude des abords des monuments historiques aux particularités historiques, géographiques, architecturales, environnementales et paysagères du territoire communal d'une part, et de définir un ensemble de règles précises et adaptées aux spécificités du patrimoine, d'autre part.

A Pithiviers, l'objectif est de préciser le périmètre de protection autour de la collégiale Saint-Georges et de l'Eglise Saint-Salomon, et d'en distinguer le zonage et le règlement. Le Diagnostic sera réalisé en avril-mai 2016. L'étude dure 2 ans.

Dans le même temps, une réflexion sur la typologie du centre-ville de Pithiviers est menée par l'Architecte des bâtiments de France, Elodie ROLLAND, et deux stagiaires de l'école de Chaillot. La restitution est prévue pour avril 2019.

AXE C : MAILLAGE URBAIN ET RURAL**AXE CO : PAYSAGE****Réalisation d'une AVAP**

22-3

Objectifs	Valoriser le patrimoine bâti du Pôle de centralité notamment dans un objectif d'attractivité urbaine et touristique Intégrer des finalités du développement durable
Contenu	Ingénierie externalisée pour la réalisation de l'étude préalable à la mise en place d'une Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine
Maitres d'ouvrage	Commune de Pithiviers
Financement régional	<u>Taux de subvention</u> : 30 %
Modalités	Validation du cahier des charges par la Région et association au choix du prestataire Association de la Région au comité de pilotage de suivi de l'étude
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET

Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Densifier les centres, reconquérir les centralités et résorber la vacance

Les espaces publics constituent des lieux fonctionnels qui répondent à des pratiques sociales favorisant le « vivre ensemble ». Lieux de vie, ils sont supports de rencontres, de détente, d'animations ou de découverte du patrimoine. Ce sont également des lieux de rassemblement pour des événements, des manifestations publiques.

Le PETR souhaite continuer à donner aux entrées et centres bourgs un caractère plus attractif, par un aménagement paysager, par la création de projets liés à l'accueil et par un aménagement de qualité en matière de circulation, de sécurisation et d'urbanisme, comme, à titre d'exemples, les travaux réalisés à A Chambon-la-Forêt et à Batilly-en-Gâtinais.

A Coudray, le projet prendra place dans une réorganisation plus large du centre bourg, notamment pour y mettre en avant le patrimoine, mais aussi pour créer un lien avec le nouvel éco-quartier en émergence entre le bourg et les écoles.

Quelques projets d'aménagement d'aires de jeux sont réalisés, comme à Outarville, d'autres sont en réflexion.

Deux projets concernent le Pôle de centralité de Pithiviers :

Le réaménagement de la place des Halles : Il s'agit de repenser l'espace dédié au marché, au stationnement, aux circulations, les espaces paysagers, tout en intégrant les commerces situés autour de la place. Les travaux ont été réalisés en 2019.

La requalification de la Place de Gaulle. Il s'agit de repenser les circulations (voiture/vélo/piétons) à l'intérieur de la place elle-même (stationnement, sens de circulation, ...) et avec les axes structurants alentours (Faubourg du Gâtinais, Avenue du Maréchal Berthier, rue Georges Tonnelat), de sécuriser les abords des écoles, de créer des espaces de convivialité (bancs, espaces verts...), de faciliter les continuités des liaisons douces. L'installation d'une borne de recharge pour véhicule électrique reste à étudier. Les travaux sont prévus pour l'été 2018.

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Inciter à la valorisation des zones urbaines et centres bourgs

Projets en émergence :

Mesure 23

- Réaménagement de la place de l'église à Aulnay-la-Rivière (Commune d'Aulnay-la-Rivière)
- Réaménagement de la place du Marché à Beaune-la-Rolande (Commune de Beaune-la-Rolande)

Aménagement rue des Ecoles à Beaune-la-Rolande Maitre d'ouvrage : CC Beaunois	Supprimé au BMP
Réaménagement de la place de l'église à Malesherbes Maitre d'ouvrage : Commune nouvelle Le Malesherbois	Supprimé au BMP
Réaménagement de la place des Déportés à Briarres/Esbonne Maitre d'ouvrage : Commune de Briarres-sur-Esbonne	Projet réalisé hors CRST

Réaménagement du bourg de Coudray

Maitre d'ouvrage : Commune nouvelle le Malesherbois)
Contenu : travaux de réaménagement du cœur de bourg de Coudray
Montant : 186 800 €
Subvention régionale : 74 700 €
Calendrier : 2019-2020

Requalification du bourg de Batilly en Gâtinais

Maitre d'ouvrage : Commune de Batilly en Gâtinais
Contenu : travaux de réaménagement du cœur de bourg
Montant : 347 639,72 €
Subvention régionale : 139 000 €
Calendrier : 2019

Aménagement d'un quartier d'habitat durable à Boisseaux

Aménagement d'une aire de jeux à Ascoux

Aménagement d'une aire de jeux à Dadonville

Aménagement d'aires de jeux à Boiscommun et Chemault

Maitre d'ouvrage : Commune de Boiscommun
Contenu : Création de 2 aires de jeux
Montant : 46 515,90 €
Subvention régionale : 18 600 €
Calendrier : 2019-2020

L'éligibilité de tout ou partie des dépenses relatives à l'opération sera appréciée au vu du dossier complet de demande de subvention.

CADRE DE REFERENCE REGIONAL avec adaptations

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au renforcement du « vivre ensemble » en accompagnant l'aménagement de lieux de vie, de détente, de rencontres - Renforcer l'animation sociale et commerciale des cœurs de villes et villages - Valoriser les abords des espaces générant des flux touristiques
Pré-requis	Le maître d'ouvrage devra avoir recours aux services d'un paysagiste concepteur (quel que soit le statut -libéral ou non- et le cadre de son intervention : AMO, maîtrise d'œuvre, conseil amont des travaux, ...) et suivre ses préconisations en matière de qualité urbaine et paysagère, de perméabilité des aménagements, de préservation de la biodiversité, de sobriété énergétique conformément au cahier de recommandations régionales.
Contenu	<p>La Région finance les espaces qui s'inscrivent dans l'une des 3 cibles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces publics favorisant le lien social : espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux. - Les espaces supports d'une animation commerciale : halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes, places de marché qui seraient dédiées. - Les espaces aux abords de sites à enjeux touristiques : abords des espaces patrimoniaux qui génèrent des flux touristiques, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco, ...
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Communes • EPCI • Syndicats d'électrification • Bailleurs sociaux
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « pastiches ». • Traitement végétal des surfaces • Equipements (mobiliers urbains, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...) • Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public • Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public • Honoraires (paysagiste, coordonnateur sécurité, ...) • L'espace public pourra inclure : <ul style="list-style-type: none"> ○ des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée (moins du tiers de la superficie totale financée) ○ des aménagements liés à des sentiers piétonniers menant à l'espace ou le traversant <p>Taux de subvention : 40% Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Requalification de friches urbaines

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec les objectifs du SRADDT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtriser l'étalement urbain afin de : <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'artificialisation des sols - Préserver la trame verte et bleue et les espaces agricoles - Ralentir les émissions de GES par diminution des déplacements - Diminuer les coûts de VRD liés à l'étalement <p>Améliorer la qualité paysagère et architecturale des espaces urbains</p>
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Acquisitions et études préalables 2. Investissements liés au recyclage foncier : <p>La phase de recyclage foncier (proto-aménagement) est définie comme étant celle qui permet de rendre des terrains et immeubles utilisables pour d'autres affectations que celles qui étaient les leurs auparavant. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'usage. Elle inclut les travaux de démolition des superstructures, de fondations, de réseaux divers, le terrassement et le pré-verdissement voire le paysagement des sites concernés par la requalification urbaine, ainsi que les travaux de dépollution des sols et bâtiment (désamiantage...) quand ils ne peuvent être mis à la charge du pollueur (sites orphelins, pollueurs non solvables ou en liquidation ...)</p> <p><i>NB : La phase de recyclage foncier est suivie d'une phase de revalorisation définie comme celle qui permet de redonner aux sites correspondants une nouvelle attractivité vis-à-vis d'investisseurs, d'occupants ou d'utilisateurs. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'échange monétaire, une valeur urbaine.</i></p> <p><i>Son financement régional pourra être le cas échéant étudié selon la nature des investissements au titre des cadres de référence correspondant (ex : zone d'activités économique, espace public, réhabilitation de bâtiments en fonction de la destination finale du bâtiment...).</i></p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, délégataires
Financement régional	<p>Taux de subvention : 40% (ramené à 25% en cas de mobilisation d'autres dispositifs régionaux)</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Production d'une note sur les scénarios d'évolution du site après « remise à niveau » ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées

Revitalisation des centre villes et centre bourgs

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'attractivité du centre-ville pour favoriser le lien social et la dynamique touristique le cas échéant • Favoriser les démarches globales en faveur de la dynamisation des centres urbains qui renforcent différentes fonctions urbaines (logements, commerces, espaces publics, activités économiques, services au public, ...) • Accompagner les solutions adaptées au tissu urbain : reconquête du bâti existant, renouvellement urbain, ...
-----------------------------------	--

Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un programme urbain global et partenarial sur le centre-ville conçu par une ingénierie qualifiée (urbanistes, ...)
------------------	---

Contenu	<p>Ingénierie externalisée pour construire un projet urbain global du centre-urbain</p> <p>Reconquête du « foncier » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisitions foncières/immobilières destinées à la démolition • Démolitions • <i>Reconquête de friches (selon le cadre de référence 23-1)</i> <p>Aménagement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Aménagement d'espaces publics (selon les modalités du cadre de référence 23)</i> • Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux <p>Renforcement de l'attractivité du bâti existant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Acquisition-réhabilitation de logements sociaux (selon les modalités des cadres de référence 24 voire 24-1 acquisition-réhabilitation pour des meublés pour jeunes)</i> • <i>Réhabilitation thermique de logements sociaux selon le cadre de référence 27</i> <p>Dynamisation commerciale</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Intervention publique sur le commerce de proximité (selon cadre de référence 21) ou pour créer des boutiques éphémères</i> • <i>Développement d'outils numériques nouveaux et collectifs pour rendre visible l'offre commerciale, artisanale ou alimentaire (mobilisation du dispositif A VOS ID)</i> <p>Solutions alternatives à la voiture (cadre de référence 30-1)</p> <p>Réintroduction d'activités économiques ou sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Expérimentation/lancement de tiers lieux (mobilisation du dispositif A VOS ID)</i>
----------------	--

Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, SEM, EPFL, Organisme HLM, ...
--------------------------	---

Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Ingénierie externalisée : 80 % • Acquisitions foncières, immobilières : 40 % • Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux : 30 % <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
-----------------------------	--

Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation du projet global (note technique et plan) • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
------------------	---

Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés
---------------------------------	---

Axe C3 : Habitat/Logement

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Elaborer une stratégie partagée en matière d'habitat et de solidarité
- Densifier les centres, reconquérir les centralités et résorber la vacance
- Identifier les besoins d'autres publics cibles : personnes âgées, en situation de handicap, gens du voyage...

L'habitat constitue une composante de la politique d'accueil et de la qualité de vie sur le territoire. Différents objectifs peuvent être identifiés. Il s'agit d'une part d'accueillir les nouvelles populations par une politique de l'habitat cohérente avec les objectifs démographiques, ce qui rejoint les travaux de « grenellisation » du SCoT du Pays. Il s'agit d'autre part d'améliorer le bilan énergétique du territoire en réduisant les consommations énergétiques, si possible. Il s'agit en outre d'adapter l'organisation des moyens techniques et politiques pour favoriser cette mise en œuvre (des compétences, des outils à développer, étude stratégique, OPAH...).

Une stratégie énergétique portant sur le parc de logement social pourra être définie à la faveur d'un dialogue avec les bailleurs sociaux et les collectivités.

La priorité pour la construction neuve est donnée aux villes de Pithiviers, Malesherbes, Puiseaux, Beaune-la-Rolande et Bellegarde.

Une part importante de la thématique habitat sera abordée par la rénovation énergétique, notamment via le Plan Isolation Régional.

Le projet de Pension de famille à Pithiviers reste en réflexion. Il s'agirait d'un ensemble immobilier neuf ou à rénover et de plain-pied qui associerait la pension de famille et 28 places d'hébergement.

Pôle de Centralité de Pithiviers :

La Région est signataire du Contrat de Ville 2015-2020 de Pithiviers. Les éventuels financements régionaux relevant du volet investissement du Contrat de ville sont à inscrire au sein du CRST du PETR Beauce-Gâtinais en Pithiverais, dans le cadre de la Mesure 29-1 Rénovation urbaine (hors PNRU).

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Développer la connaissance du territoire en matière de logement indigne (système de veille ou d'observation)
- Eviter l'étalement urbain et les constructions en périphérie en encourageant des politiques de densification du territoire, comme le prévoit le SCoT)
- Encourager la rénovation et l'amélioration thermique des vieux logements et leur adaptation au vieillissement de la population.
- Adapter le logement aux évolutions démographiques et structurelles de la population
- Mieux répartir l'offre de logements sociaux
- Communiquer sur les aides nécessaires à la rénovation tout en anticipant leur baisse
- Maîtriser l'urbanisation, sans trop consommer les espaces agricoles et naturels
- Aller plus loin dans la prise en compte des problématiques d'efficacité et de précarité énergétiques
- Améliorer les connaissances sur la vulnérabilité énergétique du territoire (transport et chauffage pour les particuliers)
- Maintenir une bonne qualité de l'air et éviter l'augmentation des émissions de GES

Projets en émergence :
Mesure 24

Logements locatifs à Nesploy Commune de Nesploy	Commune sur PETR Montargois
Maison d'habitation à Laas Commune de Nesploy	Supprimé au BMP

Programme dans l'ancien hôtel des impôts de Pithiviers

Programme Place du Martroi

Mesure 25

Pension de famille à Pithiviers MO à définir	Supprimé au BMP
---	-----------------

Programme de 17 logements à Bellecour

Maitre d'ouvrage : SIAP
 Contenu : Création de logements
 Subvention régionale : 49 000 € / Calendrier : 2019

1 logement à Pithiviers le Vieil

Maitre d'ouvrage : SIAP
 Contenu : Création de logements
 Subvention régionale : 2 000 € / Calendrier : 2019-2020

1 logement à Boynes

Maitre d'ouvrage : SIAP
 Contenu : Création de logements
 Subvention régionale : 2 000 € / Calendrier : 2019-2020

Programme de 8 logements à Coudray

Maitre d'ouvrage : LOGEM Loiret
 Contenu : Création de logements
 Subvention régionale : 22 000 € / Calendrier : 2019

Programme de 17 logements à Outarville

Maitre d'ouvrage : LOGEM Loiret
 Contenu : Création de logements
 Subvention régionale : 49 000 € / Calendrier : 2019

Mesure 27

Nouveaux projets en émergence :

Programme Cocteau de 70 logements à Le Malesherbois

Maitre d'ouvrage : SIAP
 Contenu : Rénovation de logements
 Subvention régionale : 140 000 € / Calendrier : 2020

Programme Rue des Pèlerins de 12 logements à Puiseaux

Maitre d'ouvrage : LOGEM Loiret
 Contenu : Rénovation de logements
 Subvention régionale : 24 000 € / Calendrier : 2018-2019

Programme Rue Boigneville de 18 logements à Le Malesherbois

Maitre d'ouvrage : VALLOGIS
 Contenu : Rénovation de logements
 Subvention régionale : 36 000 €

Mesure 28

Travaux de réhabilitation de l'habitat dans le cadre d'une l'OPAH

Maitre d'ouvrage : CC Du Pithiverais Gâtinais
 Contenu : Rénovation de logements


Travaux de réhabilitation de l'habitat dans le cadre d'une l'OPAH

Maitre d'ouvrage : CC Du Pithiverais
 Contenu : Rénovation de logements


Acquisition-réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir la création de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative. - Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain - Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande. <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux
Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI, organismes HLM
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Logement PLUS : Taux de 20 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Logement PLA I : Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Le taux de subvention régionale peut être majoré de 10 points en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)*, ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. • Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<p>✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</p> <p>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</p> <p>Mixité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p>Performance énergétique</p> <p>Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements réhabilités • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Classe énergétique après travaux des logements financés


Acquisition-réhabilitation de logements « temporaires » meublés pour un public jeune

Sens de l'action régionale	<p>Diversifier et renforcer l'offre d'hébergement en direction des jeunes qui peuvent être confrontés dans leur parcours de formation à la problématique de la double voire triple résidence</p> <p>Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain</p>
Contenu	Acquisition et réhabilitation de logements locatifs meublés destinés à un public jeune en insertion professionnelle ou sociale
Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Le taux de subvention régionale peut être majoré de 10 points en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal). • Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements réhabilités • Classe énergétique après travaux des logements financés

Construction de logements locatifs publics sociaux

Sens de l'action régionale	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Construction de logements locatifs sociaux ou acquisitions en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA)
Maitre d'ouvrage	Organismes HLM
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Logements très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 € ➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 € <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • La subvention régionale peut être doublée en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal).
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p>Garantir la mixité sociale de programmes en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLAI dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de logements neufs construits • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Performance énergétique des logements

Aménagement de quartiers d'habitat durable accueillant du logement social (en renouvellement urbain)

Sens de l'action régionale	<p>La Région entend stimuler et accompagner le développement de quartiers d'habitat durable qui doivent préfigurer la ville de demain en articulant l'ensemble des objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Proposer des logements pour tous, participant à la mixité sociale ✓ Offrir une mixité de fonctions (habitat, espaces économiques, lieux de loisirs et de détente, ...) ✓ Proposer des formes urbaines compactes et présentant une diversité et une innovation architecturale ✓ Limiter l'usage de l'automobile ✓ Encourager des aménagements urbains respectueux de l'environnement et de la biodiversité et favorisant une gestion économe des ressources ✓ S'inscrire harmonieusement dans le tissu urbain existant (aménager « un morceau de ville ») ✓ Mettre en place une concertation de la population tout au long du processus ✓ Optimiser les ressources existantes : humaines, paysagères, historiques
Prérequis	<p>Association de la Direction de l'Aménagement du territoire en amont de l'élaboration du projet</p> <p>Justification du besoin en logement social</p> <p>La localisation du quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • reconquête d'une friche urbaine ou • dent creuse en centre bourg ou centre-ville ou • quartier en proximité immédiate de gares ferroviaires (dans un rayon d'un km autour d'une gare)
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ingénierie : frais d'AMO, de maîtrise d'œuvre, d'animation de la concertation. ✓ Acquisitions foncière et immobilière, dépollution, démolition et aménagement
Maitres d'ouvrage	Collectivités ou aménageurs
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ingénierie : 50 % du coût ✓ Acquisitions, dépollution, démolition et aménagement : 30 %, au prorata de la surface de foncier du quartier dédiée au logement social (PLAI, PLUS, PSLA) ✓ Bonification de 10 points dans le cas du recours à un système de chauffage bois pour l'ensemble des équipements et logements prévus au programme. <p>Dans la limite de 500 000 € de subvention régionale par opération et sur la base d'un bilan faisant apparaître les recettes issues de la vente du foncier à un prix compatible avec le marché local. Cette aide est cumulable avec le soutien accordé aux organismes HLM s'agissant de la création de logements sociaux.</p>

Modalités

Recours à une équipe pluridisciplinaire réunissant des compétences liées à l'architecture, l'urbanisme et l'environnement (paysage, biodiversité, énergie...). L'association des acteurs du bâtiment (bailleurs, promoteurs, ...) est également à rechercher.

- Une concertation adaptée au contexte et aux habitants est organisée à chaque étape de la vie du projet
- La Région s'appuiera sur une grille d'analyse intégrant les critères suivants :
 - mixité sociale et fonctionnelle (part des logements sociaux,...)
 - qualité urbaine et compacité (densité bâtie,...)
 - préservation et valorisation de la biodiversité (prise en compte de la TVB, gestion différenciée des espaces publics,...)
 - encourager l'infiltration des eaux de pluie sur place (revêtements perméables,...)
 - faciliter le tri des déchets et leur valorisation sur site
 - inciter le recours aux modes doux de déplacement
 - garantir la sobriété énergétique (éclairage public économe, conception bioclimatique, développement des ENR, recours à des MBS, ...)
- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées

Indicateurs d'évaluation

- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- % de logements sociaux, dont PLAI
- Densité bâtie
- Performance énergétique prévisionnelle moyenne des logements
- Linéaire de voies prévues pour les circulations douces

Rénovation thermique du parc public social

Sens de l'action régionale

- Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020)
- Réduire les consommations énergétiques et diminuer la quittance de loyers pour le locataire
- Renforcer l'attractivité des logements pour éviter leur désaffectation
- Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie

Contenu

Travaux de rénovation thermique du parc HLM énergivore

Maitres d'ouvrage

Organismes HLM

Financement régional



Montant forfaitaire de base

2 000 €
/logement

Bonifications :

Consommation d'énergie inférieure à 80kwh/m²/an

+ 500 € /log

Installation d'un poêle à bois

+1000€ /log

Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles

+ 1000 € /log

Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.


Modalités

- Les travaux doivent permettre :
- Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux
- à défaut un gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 10% de la quittance globale dans le cas où le loyer augmente (sont appréciés les évolutions de loyer et de dépenses énergétiques)
- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées

Indicateurs d'évaluation

- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nombre de KWh économisés /an
- Nombre de GES évités /an
- Nombre de logements rénovés
- Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale

Rénovation thermique du parc locatif privé

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Réduire les consommations énergétiques et maintenir l'attractivité des logements • Diminuer la quittance de loyers pour le locataire • Améliorer la qualité et le confort des logements • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie
Contenu	Accompagnement des dispositifs locaux de type OPAH, PIG, ... permettant le financement des travaux de rénovation thermique du <u>parc locatif privé</u> énergivore,
Maitres d'ouvrage	<p>Communes ou leurs groupements dans le cadre d'opérations programmées type OPAH, PIG bénéficiant d'une intervention de l'ANAH.</p> <p>La Région fléchera son intervention sur les travaux engagés <u>par les propriétaires bailleurs</u>.</p>
Financement régional 	<p>Montant forfaitaire de 2 000 € par logement</p> <p>Bonifications cumulatives de 500 € dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consommation d'énergie inférieure ou égale à 80 kwh/m² • Installation d'un poêle à bois
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Logements conventionnés • Les travaux doivent permettre • L'atteinte de la classe C après travaux conjuguée à un gain minimum de 100 kwh/m²/an
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an • Nombre de logements rénovés • Nombre de logements atteignant l'étiquette B après travaux • Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux conjugués à un gain de 100 kwh/m²/an

RÉNOVATION URBAINE (hors PNRU)

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Anticiper le risque de déqualification des quartiers hors PRU ou insuffisamment traités • Répondre aux besoins des habitants des quartiers, en articulant le volet urbain des PRU avec le volet humain (accès à l'emploi et à la formation, offre de soins...) • Inscrire la rénovation urbaine dans une stratégie à l'échelle du bassin de vie (emploi, logement, mobilité, etc.) • Prendre en compte les principes de l'urbanisme durable dans la recomposition urbaine des quartiers • Pérenniser les investissements de la rénovation urbaine par une bonne gestion des quartiers rénovés
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etude urbaine • Création de logements sociaux : selon politique régionale du logement • Réhabilitation de logements sociaux : selon politique régionale du logement • Résidentialisation de logements sociaux • Démolition de logements sociaux dégradés ne répondant plus à la demande et ne pouvant pas être réhabilités • Construction, réhabilitation d'équipements publics • Immobilier d'entreprises • Aménagement d'espaces publics et restructurations viaires
Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI, bailleurs sociaux
Financement régional	<p>I. <u>PRU en cours et pour lesquels des crédits régionaux restent à engager (selon Convention signée en 2007 entre l'Etat, la Région et l'ANRU)</u></p> <p>Inscription des crédits correspondant dans les Contrats selon les modalités du règlement régional 04.06.33 du 9 juillet 2004 et selon les modalités éventuellement arrêtées site par site lors de la validation de la maquette financière par le comité d'engagement de l'ANRU</p> <p>II. <u>Prolongement des PRU</u></p> <p>La Région se prononcera au cas par cas en fonction du plan de financement proposé et en appliquant ses propres cadres d'intervention quand ils existent</p> <p><u>Typologie d'actions éligibles :</u></p> <p>1- <u>Les aménagements d'espaces publics</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les espaces liées à l'animation commerciale, de manière à conforter et valoriser le rôle économique et social des commerces de proximité. Sont visées : les places de marchés, placettes, halles ouvertes, terrasses, voies piétonnes commerçantes. - les espaces de convivialité et de rencontres : places de centralité aménagées en espaces de rencontres (comprenant des espaces de jeux, de détente, ...) <p>2- <u>Les démolitions</u></p> <p>La Région pourra accompagner les démolitions de logements sociaux, si le besoin en est démontré (obsolescence des logements au regard de la demande, mauvaise performance énergétique ne pouvant être améliorée par des travaux économiquement acceptables, démolition rendue nécessaire dans le cadre d'un programme d'ensemble de réaménagement du quartier (ouverture d'îlot, désenclavement...), vacance structurelle démontrée).</p> <p>La Région appréciera la mobilisation financière de l'ensemble des partenaires</p>

	<p>pour déterminer sa participation.</p> <p>Seules les opérations de démolition utilisant les procédés de la déconstruction pourront bénéficier d'un financement régional.</p> <p>3- <u>Construction de logements sociaux</u></p> <p>La Région interviendra dans le financement de constructions neuves réalisées par les organismes HLM, en co-financement avec les agglomérations</p> <p>Les logements seront BBC à minima et le maître d'ouvrage présentera les dispositions prises pour la gestion de l'eau.</p> <p>4- <u>Réhabilitations</u></p> <p>La Région accompagnera les programmes de rénovation thermique du parc locatif social portés par les bailleurs, réhabilitations visant à lutter contre la précarité énergétique.</p> <p>Sont éligibles au financement régional les résidentialisations, sous réserve qu'il n'y ait pas de transfert de charges au détriment des locataires.</p> <p>5- <u>Aménagements de voiries</u></p> <p>Dans les quartiers situés dans le périmètre d'un PNRU, la Région participera au réaménagement et à la réalisation des voiries structurantes.</p> <p>En dehors de ces voies structurantes, pourront être, par ailleurs, accompagnés les seuls investissements permettant les modes de déplacements alternatifs à la voiture (réseaux cyclables, cheminements piétonniers ...).</p> <p>6- <u>Equipements publics</u></p> <p>La Région pourra accompagner la réhabilitation, restructuration, création d'équipements publics permettant de maintenir ou introduire des services dans ces quartiers.</p> <p>7- <u>Développement économique des quartiers</u></p> <p>Le projet urbain devra favoriser le développement d'activités économiques en apportant des conditions favorables à l'implantation d'entreprises grâce à la mise sur le marché de locaux d'activités couplée d'une action partenariale des acteurs locaux de l'emploi et de l'économie.</p>
--	---

Modalités	<p>I. <u>PRU en cours et pour lesquels des crédits régionaux restent à engager (selon Convention signée en 2007 entre l'Etat, la Région et l'ANRU)</u> Modalités du règlement régional 04.06.33 du 9 juillet 2004</p> <p>II. <u>Prolongement des PRU et autres quartiers d'habitat social</u></p> <p><u>Pré-requis</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <u>Association de la Région</u> dans le cadre des réflexions menées dans le cadre du PSL et amont de la validation de toute maquette financière <u>L'inscription du programme dans des stratégies résidentielles</u> <p><i>La Région appréciera :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> la conformité du projet avec le PLH (aux conclusions actualisées) dans ses objectifs quantitatifs et qualitatifs (notamment pour la répartition spatiale au sein de l'agglomération des logements sociaux) la reconstitution de l'offre de logements en termes de taille et de niveau de loyer, en premier lieu pour les habitants des quartiers concernés
-----------	---

- la possibilité de **rester dans leur quartier** pour les habitants qui le souhaitent
- L'impact des aménagements sur la quittance globale du locataire (loyer + charges), qui ne doit pas augmenter

3. La prise en compte d'un habitat durable

Le programme de rénovation urbaine précisera les modalités concernant la mise en œuvre de techniques de **déconstruction**, la **gestion de l'eau**, le **recours à des sources d'énergie renouvelable**.

4. Les actions engagées ou qui seront développées pour assurer la concertation et l'association des habitants afin de les impliquer dans le projet urbain développé ainsi que la vie sociale du quartier, les actions relatives à la gestion de proximité

Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes



Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'opérations réalisées • Nombre de logements démolis • Nombre de logements créés • Nombre de logements résidentialisés • Nombre et catégories d'équipements publics soutenus • Nombre de personnes insérées

Axe C5 : Mobilité durable

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Développer les modes doux, en particulier les pistes cyclables, notamment pour les déplacements utilitaires
- Favoriser les alternatives à la voiture individuelle : auto-partage, covoiturage, transports à la demande...

Le Développement Durable ne saurait être pensé sans accorder une attention particulière à la nécessité que nous avons de nous déplacer. Leviers contre l'isolement et l'exclusion, garants de l'accès à l'emploi, aux services, aux équipements, à la culture, facteurs de développement économique, nos déplacements génèrent des impacts sur l'environnement et des consommations énergétiques qu'il convient de limiter. Ces caractéristiques sont d'autant plus marquantes sur notre territoire rural, au sein duquel les distances sont importantes et les polarités urbaines globalement peu marquées.

La mobilité apparaît comme un des enjeux prioritaires au niveau du PETR, avec par exemple la création d'une plateforme de mobilité. Les déplacements sont également au centre de la révision du SCoT.

L'objectif de cette mesure « Mobilité durable » est de contribuer à réduire l'isolement des familles, de favoriser les déplacements internes, en particulier vers les pôles urbains et sites d'activités, en privilégiant les modes doux.

Un projet concerne le pôle de centralité de Pithiviers :

L'aménagement de circulations douces : Le PLU en cours de révision fait l'objet d'un nouveau schéma des circulations douces. Les aménagements de voies cyclables seront réalisés après 2018. Ces espaces ne nécessitent que des marquages au sol et non pas des voies dédiées.

Pour le volet accessibilité, les élus du PETR ont souhaité poursuivre les démarches de travaux au sein des établissements, en recentrant les travaux éligibles pour les mairies et hôtels communautaires. Les collectivités devront avoir réalisé en amont un diagnostic accessibilité.

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Développer des alternatives de transport sur un territoire rural
- . Optimiser le réseau de transports en commun et faciliter les liaisons avec les RER
- . Inciter au covoiturage et proposer les infrastructures adéquates
- . Etudier des modes de déplacements spécifiques aux caractéristiques du territoire
- Diminuer le trafic routier afin de diminuer les nuisances sonores.
- Maintenir une bonne qualité de l'air et éviter l'augmentation des émissions de GES

Projets en émergence :

Mesure 30

- Liaison douce entre les écoles, la salle des fêtes, le nouvel éco-quartier, le bourg à Coudray (Commune nouvelle de Coudray)
- Création d'une voie douce sur l'ancienne voie ferrée à Sermaises (Commune de Sermaises)

Création d'une voie douce entre le bourg et la ZI

Maitre d'ouvrage : Commune de Boisseaux

Contenu : réalisation d'une voie douce reliant le bourg à la zone industrielle en cours d'aménagement

Mesure 30-5

<p>- Mise en accessibilité des mairies de Givraines, Egry, Autruy-sur-Juine, Bâtilly-en-Gâtinais, Juranville, Ladon, Malesherbes, St-Michel, Auxy, Mainvilliers Estouy, Nibelle</p>	<p>Mise en accessibilité de la mairie Maitre d'ouvrage : Commune de Givraines Contenu : réalisation de travaux d'aménagement permettant l'accessibilité à la mairie Montant : 135 063 € Subvention régionale : 27 000 € Calendrier : 2020</p> <p>Mise en accessibilité de la mairie d'Estouy et de Nibelle Calendrier : 2019</p>
---	--

Projet identifié

Mesure 30

<p>« Réalisation d'une voie douce à Dadonville » <u>Maître d'ouvrage</u> : Commune de Dadonville <u>Montant estimatif du projet</u> : 250 000 € <u>Subvention régionale potentielle</u> : 100 000 € (taux de 40%) <u>Contenu</u> : Réalisation d'une circulation douce entre la Porte du Gâtinais (Carrefour de la Groue) et le hameau de l'Eglise (le long de la D950) sur la commune de Dadonville. Il s'agit de permettre aux habitants de Dadonville Bourg de rejoindre, en toute sécurité, la zone commerciale de la « Porte du Gâtinais », puis la ville de Pithiviers. Ce projet est l'un des objectifs du projet d'aménagement et de développement durable (PADD), approuvé le 6 décembre 2011. Ce dernier tronçon complètera les aménagements doux et sécurisés réalisés sur la commune. <u>Avancement du projet</u> : Etude économique réalisée, devis acceptés <u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : 2016.</p>	<p>Projet réalisé en 2018 Dossier non déposé Montant : 118 540,66 Subvention régionale : 46 200 €</p>
--	--

Vélo utilitaire

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Structurer une offre de réseaux de déplacement de proximité à vélo pour constituer une alternative à l'utilisation de la voiture, notamment dans les pôles de centralité • Favoriser le développement d'un usage régulier du vélo dans les déplacements quotidiens en accompagnant l'offre de services • Réduire l'utilisation de la voiture pour les déplacements utilitaires et augmenter la part modale du vélo parmi les différents modes de déplacements
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête déplacement, étude d'opportunité et de faisabilité, • Acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre et aménagements cyclables en site propre et en site partagé sur voirie • Mobilier, signalétique spécifique, aménagement et équipements pour stationnement sécurisé, • Acquisition de vélos, • Développement de services (vélo stations, maison du vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable etc.) • Supports de communication et de promotion
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional	40% Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<p>⇒ Présentation d'un projet cartographié d'aménagement cyclable global, à l'échelle communale ou intercommunale, localisant les pôles générateurs de flux, précisant l'existant et les principes d'aménagement retenus (contre-sens, bande ou piste cyclable, zone 30 ...) dans une logique d'intermodalité (connexion à la gare, à la desserte Rémi ...)</p> <p>⇒ Accord du gestionnaire de voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage</p> <p>⇒ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p> <p>⇒ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Linéaire à vocation utilitaire aménagé

Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'utilisation de la voiture individuelle • Augmenter la part modale du covoiturage et de l'auto-partage parmi les différents modes de déplacements • Accompagner les initiatives locales (pédibus, covoiturage spontané, etc.)
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etude stratégique mobilité réalisée un cabinet spécialisé • Etudes de faisabilité de systèmes de déplacements alternatifs • Plate-forme de covoiturage ou d'autopartage • Initiatives liées au transport collectif à traction animale • Actions de communication et de promotion (supports de communication, plateforme, système d'auto-partage...) • Aménagements divers favorisant les alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture (acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre, équipements, aires dédiées au covoiturage, signalétique, cheminements autres que vélo utilitaire, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, ...)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • EPCI/PETR, Syndicat Mixte de Pays, communes • Associations
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes : 80% • Investissements : 40% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • La Région se prononcera au cas par cas sur l'éligibilité des projets au vu si besoin d'une étude d'opportunité du projet • Accord du gestionnaire de la voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage • Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p><u>Communication</u> : Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

***Améliorer l'accessibilité pour les personnes
à mobilité réduite***

Objectifs	Il s'agit de soutenir les collectivités pour leurs travaux d'accessibilité aux mairies ou aux sièges sociaux des Communautés de communes, des Communes nouvelles.	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> Travaux spécifiques PMR préconisés dans le diagnostic accessibilité : rampes d'accès handicapés, aménagements, équipement de locaux. 	
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> Communes, Communautés de communes 	
Financement régional	20%	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Pour les bâtiments des quatre 1^{ères} catégorie : production de l'audit d'accessibilité. Seuls les travaux préconisés dans l'audit d'accessibilité seront subventionnés. Pour les bâtiments de la 5^{ème} catégorie : réalisation de l'état d'accessibilité de l'ensemble du patrimoine de la collectivité à l'aide du formulaire régional prévu à cet effet (maîtrise d'œuvre obligatoire) Production d'un programme global de mise en accessibilité de la totalité du bâtiment et de l'engagement du maître d'ouvrage dans la réalisation de la totalité des investissements préconisés. Les aménagements ponctuels dans un bâtiment ne pourront être soutenus. Les travaux sur les espaces publics seront pris en compte si existence d'un PAVE. 	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> Nb d'emplois créés Nb d'emplois confortés Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées Nb d'Ha artificialisés Nb de projets bonifiés surfaces perméables 	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"> Nombre de bâtiments et équipements rendus accessibles aux PMR Evolution de la fréquentation des équipements publics par les personnes à mobilité réduites

Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> réduire la consommation d'énergie d'origine fossile et les émissions de CO2 ; favoriser la relocalisation de l'économie (alimentation, énergies renouvelables, ...) ; renforcer les liens, les solidarités et la coopération entre l'ensemble des acteurs du territoire, dans une démarche de démocratie permanente. Favoriser l'émergence d'initiatives visant à augmenter la capacité d'adaptation des territoires face aux différentes crises et à mobiliser collectivement, acteurs et citoyens pour répondre aux défis économique, social et écologique.
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> Adhérer au mouvement des Villes et Territoires en Transition. Participer aux travaux du réseau régional « Oxygène - le lab des initiatives » pour contribuer à la capitalisation des expériences et des pratiques inspirantes.
Contenu	<p>Actions locales menées dans une approche globale, transversale et ascendante, visant à mettre en cohérence l'ensemble des stratégies d'un territoire liées à la transition écologique et associant les acteurs autour d'une démarche de co-construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ingénierie internalisée ou externalisée liée à l'élaboration ou à l'animation de stratégies territoriales de transition Accompagner la mise en œuvre de ces stratégies.
Maître d'ouvrage	Commune, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, Syndicat mixte de PNR ou Syndicat mixte portant le SCOT, Etablissement Public, association.
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> 80 % pour les études stratégiques. 50 % pour l'animation. Mise en œuvre d'un plan d'action découlant de la stratégie : financement au cas par cas en fonction de la nature des opérations
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> S'agissant des prestations externalisées à caractère stratégique, la Région est associée à la rédaction des cahiers des charges et au choix des prestataires. S'agissant des prestations internalisées confiées à un chargé de mission thématique, le financement ne peut concerner un poste permanent au sein d'un EPCI. Il est limité à une période de 3 ans non renouvelable.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Le territoire définit dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie, les indicateurs d'évaluation (en termes d'empreinte écologique, d'inclusion sociale, d'alimentation...) qu'il s'engage à renseigner.

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**Bassin de vie de Pithiviers**

- Développer une agriculture préservant la ressource en eau
- Favoriser le développement d'une agriculture biologique
- Réduire l'émission de gaz à effet de serre
- Poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre en faveur de la trame verte et bleue, du réseau Natura 2000 et de la biodiversité
- Gérer les ressources en eau de façon qualitative et quantitative et concilier les différents usages et usagers
- Encourager la prise en compte du risque d'inondation dans les projets

La cartographie des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité a été réalisée en 2014 dans le cadre de la phase 1 de l'étude Trame verte et bleue du territoire. Par la réalisation de l'étude TVB de son territoire, le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais a souhaité décliner et préciser localement le SRCE afin de définir une stratégie territoriale en faveur de la biodiversité.

Ainsi, identifier, comprendre et inscrire le fonctionnement du réseau écologique du territoire dans les politiques publiques permettra de répondre aux enjeux stratégiques locaux suivants :

- Préserver la biodiversité et ses capacités d'adaptation aux changements climatiques ;
- Mieux accompagner les transformations du paysage, pour éviter une fragmentation supplémentaire ou irréversible liée à l'aménagement de l'espace ;
- Appréhender le territoire dans son environnement à une plus large échelle et favoriser la solidarité entre les territoires ;
- Recréer des continuités écologiques.

Il s'agit également d'éviter de figer l'occupation de l'espace et de permettre son évolution en reconnaissant et en améliorant le rôle et le fonctionnement des infrastructures naturelles qui composent le réseau écologique du territoire.

L'objectif de l'étude consistait à donner les moyens aux décideurs locaux, d'identifier les secteurs à enjeux de leur territoire et d'établir un programme opérationnel d'actions visant à conforter la biodiversité et les supports de ses déplacements dans le paysage.

Les documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme, Schéma de Cohérence Territoriale...) et les projets de développement (Zones d'Aménagement Concerté, Zones d'Activités...) des collectivités territoriales et de leurs groupements doivent désormais prendre en compte les continuités écologiques. Les résultats de cette étude permettent également d'alimenter la réflexion sur le sujet et de préciser les éléments du SRCE.

Pour faciliter cette synergie, le poste de Chef de projets Développement Durable et SCoT prend une part importante.

La gestion alternative des espaces publics constitue aussi une part non négligeable en faveur du Développement Durable. Plusieurs collectivités se sont d'ores et déjà engagées dans cette démarche ; d'autres sont en cours ou sont sur le point de la mettre en œuvre. Dans le domaine de la biodiversité et de l'agriculture, il s'agira de donner les moyens aux exploitants agricoles d'investir dans des équipements favorables à la biodiversité. Ces matériels viseront d'une part à réduire l'utilisation des produits phytosanitaires et d'autre part à réaliser des économies d'eau ou encore à favoriser l'entretien des haies et des éléments arborés.

Pour rappel, actions de la TVB :

- *Préserver et entretenir les pelouses et les milieux calcicoles associés*
- *Planter et entretenir les haies (encart sur intérêt des bosquets)*
- *Aménager les points d'intersections avec les éléments fragmentants*
- *Gérer les chemins agricoles et les bordures de champs en faveur de la biodiversité*
- *Préserver et restaurer les corridors situés le long des voies ferrées*
- *Renforcer l'attractivité des passages à faune et réaliser un suivi*
- *Sensibiliser les riverains aux multiples services rendus par les cours d'eau et les zones humides*

- *Préserver les têtes de bassin et les sources des cours d'eau*
- *Restaurer la fonctionnalité des cours d'eau et des zones humides*
- *Préserver et gérer les berges de cours d'eau*
- *Créer, restaurer et entretenir des mares*
- *Prendre en compte les continuités écologiques dans les projets d'aménagement*
- *Sensibiliser les habitants, les élus, et les agents aux gestes favorables à la biodiversité*
- *Mobiliser les outils fonciers pour renforcer la protection des réservoirs*
- *Favoriser la mise en œuvre de gestion adaptée aux enjeux écologiques sur les réservoirs*
- *Identifier et gérer les espèces exotiques envahissantes*

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Maîtriser l'urbanisation, sans trop consommer les espaces agricoles et naturels
- Être attentif aux impacts des activités humaines sur la biodiversité et rechercher des outils favorisant la vigilance et l'observation
- Veiller à la préservation des zones naturelles remarquables
- Etudier les impacts des infrastructures type A19 sur la biodiversité en vérifiant que les mesures compensatoires liées au projet ont un réel effet
- Encourager la plantation de haies
- Si les problématiques d'urbanisation ne sont pas majeures à l'échelle du Pays actuellement, veiller cependant à maîtriser l'urbanisation des villes-centres et éviter l'étalement urbain pour préserver les paysages
- Améliorer la qualité des eaux souterraines et de surface
- Poursuivre la sensibilisation des collectivités, agriculteurs, industriels et particuliers aux impacts de l'utilisation des produits phytosanitaires sur la qualité de l'eau
- Poursuivre les efforts de suivi et surveillance de la qualité de l'eau
- Encourager les communes à mettre en œuvre les démarches de gestion raisonnée des espaces verts (0 phyto ou autres)
- Encourager le développement de la valorisation de l'eau pluviale dans l'habitat
- Développer la veille sur la qualité des sols et les impacts des produits phytosanitaires sur la biodiversité et la santé

Projets en émergence : Mesure 31

<ul style="list-style-type: none"> - Aménagements des bords de l'Essonne à Malesherbes (MO à définir) 	<p>Maitre d'ouvrage : Commune nouvelle Le Malesherbois Contenu : aménagement de sentiers et de supports pédagogiques mettant en valeur la TVB au bord de l'Essonne Montant : 115 727.85 € Subvention régionale : 40 700 € Calendrier : 2019</p>
--	---

- Aménagements qualitatifs et de sensibilisation à la biodiversité vers la rivière Œuf dans le parc de Bellecour à Pithiviers (MO à définir)

Aménagement des bords de l'Essonne à Briarres/Essonne

Maitre d'ouvrage : Commune de Briarres/Essonne
Contenu : aménagement de sentiers et de supports pédagogiques mettant en valeur la TVB au bord de l'Essonne

Mesure 32

Mise en œuvre d'une gestion raisonnée des espaces publics de Courcelles Maître d'ouvrage : Commune de Courcelles	Supprimé au BMP
---	-----------------

Descriptif sommaire des projets identifiés**Mesure 31**

<p>« Animation territoriale Développement Durable et SCoT » Maître d'ouvrage : Syndicat de Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais Montant estimatif du projet : 108 000 € Contenu : Dans le cadre de ses missions d'animation du territoire, le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais souhaite poursuivre ses engagements dans les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du programme d'actions Trames Verte et Bleue Suivi et animation de la démarche Agenda 21, dont les actions liées aux démarches énergie-climat Mise en œuvre, suivi et révision du Schéma de Cohérence Territorial 	<p>Recrutement réalisé en 2015 et renouvelé depuis (Héloïse ELISA, puis Olivier FLORINE). Montants : 3 dossiers déposés 99 200 € Subvention régionale : 49 600 €</p>
<p>« Etude Trame verte et Bleue » Mise en œuvre et suivi du programme d'actions Trames Verte et Bleue (sensibilisation des communes, réflexion avec les partenaires sur les coupures des corridors écologiques et la restauration de continuités (dans le cadre de réunions). Le temps estimé pour cette mission est de 20%.</p>	<p>Etude finalisée en 2016. Suivi et animation par le Chef de projets DD et SCoT. Cf. ci-dessus</p>
<p>« Conduite de projet pour la mise en œuvre de l'Agenda 21 » Suivi des actions Agenda 21 engagées, notamment celles liées aux démarches énergie-climat Participation aux réunions COPIL et COTECH, Le cas échéant, utilisation d'outils d'animation interne tels que Climat Pratic, permettant au Pays ou à certains de ses membres, d'initier une démarche de PCET, et d'en assurer l'articulation avec le SCoT, Le cas échéant, travail en collaboration avec les agents des collectivités en charge du Conseil en Energie Partagé Travail en collaboration avec les structures réalisant des actions de sensibilisation sur le climat et/ou l'énergie. Le temps estimé pour cette mission est de 40%.</p>	<p>Etude finalisée en 2016. Suivi et animation par le Chef de projets DD et SCoT. Cf. ci-dessus</p>

<p>« Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) »</p> <p>Accompagnement des communes dans l'élaboration ou la révision de leurs documents d'urbanisme, Evaluation de la compatibilité des documents d'urbanisme arrêtés avec le SCoT, Suivi et évaluation du SCoT (création d'outils de suivi, développement de démarches partenariales pour les échanges d'information...), Conseils ponctuels aux communes et aux EPCI dans le domaine de l'urbanisme et d'aménagement. Mise en œuvre de la procédure de révision du SCoT (passation de marché pour recruter un bureau d'études, organisation de la révision), prenant en compte les évolutions législatives liées à l'environnement et la biodiversité, l'urbanisme durable.</p> <p><u>Avancement du projet</u> : Evolution de la fiche de poste à compter de novembre 2015.</p> <p><u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : Evolution de la fiche de poste à compter de novembre 2015.</p> <p>Le temps estimé pour cette mission est de 40%, dont 15% dédiés aux actions relevant de la thématique climat énergie.</p> <p>Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} novembre 2015</p>	<p>SCoT en cours de révision. Etape de l'enquête publique. Suivi et animation par le Chef de projets DD et SCoT. Cf. ci-dessus</p>
<p>« Parc naturel de Loisirs de Flotin »</p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : Communauté de communes du Beaunois</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 320 000 € HT</p> <p><u>Contenu</u> : La communauté de communes souhaite créer un parc naturel de loisirs ouvert au public sur le Domaine de Flotin, situé à Nibelle. Ce domaine, de plus de 60 ha, est composé d'un patrimoine bâti et d'espaces naturels de grande qualité. Le projet consiste en des aménagements extérieurs de découverte des étangs et de la forêt composant les abords du Domaine de Flotin.</p> <p><u>Avancement du projet</u> : Sélection des entreprises en février 2016</p> <p><u>Echéancier</u> : démarrage des travaux en avril 2016</p> <p><u>Date d'éligibilité des dépenses</u> : 1^{er} Février 2016</p>	<p>Projet réalisé en 2019 Dossier non déposé Contenu : platelage bois pour accéder aux espaces naturels et pédagogiques. Station avec totem pédagogique Montant : 194 528,78 € Subvention régionale : 116 700 €</p>

Mesure 32

<p>« Gestion différenciée des espaces publics de Pithiviers »</p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : Commune de Pithiviers</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 13 138.50 €</p> <p>Subvention régionale potentielle : 2 500 €</p> <p><u>Contenu</u> : Mise en œuvre d'une gestion différenciée des espaces publics de Pithiviers. Cette phase 1 correspond à la phase diagnostic, menée par la FREDON et les actions de communication, en lien avec LNE.</p> <p><u>Avancement du projet</u> : Etude économique réalisée, devis acceptés</p> <p><u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : 2016</p> <p>Date d'éligibilité des dépenses : 22 Septembre 2015</p>	<p>Gestion mise en œuvre depuis 2016</p> <p>Montant : 13 138,50 €</p> <p>Subvention régionale : 2 500 €</p>
<p>« Gestion différenciée des espaces publics d'Outarville »</p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : Commune d'Outarville</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 8 300 €</p> <p>Subvention régionale potentielle : 2 300 €</p> <p><u>Contenu</u> : Mise en œuvre d'une gestion différenciée des espaces publics d'Outarville. Cette phase 1 correspond à la phase diagnostic, menée par la FREDON et les actions de communication, en lien avec LNE.</p> <p><u>Avancement du projet</u> : Etude économique réalisée, devis acceptés</p> <p><u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : 2016</p> <p>Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} Janvier 2016</p>	<p>Gestion mise en œuvre depuis 2017</p> <p>Montant : 7 753 €</p> <p>Subvention régionale : 2 300 €</p>

Trame verte et bleue : études et aménagements

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales Maintenir et développer la biodiversité régionale Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité
Contenu	<p>Opérations permettant notamment la mise en œuvre de la stratégie et du programme d'actions de la TVB du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Ingénierie permettant :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>l'élaboration d'études stratégiques</i> <i>l'animation d'un programme d'actions en faveur de la biodiversité ou nécessaire à l'émergence ou à l'accompagnement de projets</i> <i>l'amélioration de la connaissance (exemple : IBC)</i> <i>les études destinées à approfondir formuler des préconisations (ex : diagnostic biodiversité agricole)</i> <i>Aménagements permettant :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>la création, la restauration ou la préservation de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...)</i> <i>l'accueil d'espèces animales ou végétales : espèces sauvages ou agricoles dont l'accueil favorise la biodiversité du site (nichoirs, équipements pastoraux pour l'entretien des milieux naturels par le pâturage)</i> <i>la sensibilisation des publics via des projets pédagogiques de découverte des milieux, ou via l'aménagement de lieux dédiés (type maison de la nature)</i>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Etudes : 80%</p> <p>Animation, communication : 50%</p> <p>Aménagements :</p> <ul style="list-style-type: none"> Exploitants agricoles : 40% (subvention maximum 30 000 € - 2 000 € pour les diagnostics biodiversité dans les exploitations agricoles) Structures agricoles collectives : 50% (subvention maximum de 100 000 €) Communes, EPCI, associations : 80% maximum <p>La subvention maximum est de 30 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée individuelle et de 100 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée collective.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Les diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles et les IBC peuvent être financés s'ils sont externalisés ou réalisés en régie par une association ou une chambre consulaire maître d'ouvrage Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB. Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'emplois créés Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Nombre de KWh économisés /an Nombre de GES évités /an Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés

Trame verte et Bleue : Gestion alternative des espaces publics

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité • Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité) • Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics
Contenu	<p>Acquisition de matériels prioritairement ceux définis dans le cadre du plan de gestion permettant de répondre aux enjeux suivants (liste indicative):</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrosage économe : gestion informatisée, - Matériel de récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique) <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - débroussailleuse - animaux (ovin, bovin, caprin)... <p><u>Taille douce de haies</u></p> <p>Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u></p> <p>Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p>Frais d'études :</p> <p>Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts, Objectif Zéro Pesticide</p> <p>Frais de communication auprès de la population portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, syndicats mixtes et intercommunaux, associations
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Taux d'intervention</p> <p>Matériels, acquisition d'animaux : 40%</p> <p>Etude, frais de communication auprès de la population : 80%</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Volume de pesticides économisé • Volume d'eau économisé • Economies financières générées • Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services

Biodiversité domestique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la diversité génétique des espèces domestiques régionales - Pérenniser les races en voie de disparition par la maîtrise de la dérive génétique et de la consanguinité - Valoriser un élément d'identité patrimoniale régionale
Contenu	<p>Actions allant dans le sens de la stabilisation d'une variété ou d'une race à la valorisation économique et pédagogique dans le cadre de démarches individuelles ou collectives : études, frais de communication, matériels, animaux, collecte de semences, vergers conservatoires...</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Exploitants agricoles, structures agricoles collectives, associations, conservatoires, communes, établissements publics</p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Etudes, animation, communication</u> : 50% - <u>Investissements</u> <ul style="list-style-type: none"> o 25% : exploitants agricoles individuels, privés Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans, - ou exploitants en agriculture biologique, - ou maîtrise d'ouvrage collective (regroupement d'au moins 4 exploitations) ... dans la limite de 40% o 50% : associations, collectivités, établissements publics • La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.
Modalités	<p>Attestation de Certification AB le cas échéant</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés

Trame verte et bleue : Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau

Régime d'aide	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le régime d'exemption « Aides à la protection de l'environnement » <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles
Contenu	<p>Acquisition de matériels permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <u>Pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : Matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herse étrilles, houes rotatives), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait. <u>Techniques douces d'entretien des haies et d'éléments arborés</u> : Lamiers, têtes de coupe à couteaux Protection de la faune : effaroucheurs <u>Economie d'eau</u> Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles individuels ou structures collectives
Financement régional	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none"> Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> nouveaux installés (depuis moins de 5 ans), ou exploitants en agriculture biologique, ou structures collectives, ... dans la limite de 40% <p>80% : associations</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum. Pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.</p>

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Pithiviers

- Déployer un programme de rénovation énergétique de l'habitat pour lutter contre la précarité énergétique
- Poursuivre la rénovation énergétique des bâtiments publics et encourager un éclairage public économe
- Développer les énergies renouvelables

L'agenda 21 du Pays a défini des enjeux liés à la réduction de la facture énergétique des ménages, en luttant contre des formes de précarité énergétique et l'habitat indigne, mais aussi des collectivités. Il s'agit d'améliorer la performance énergétique du bâti public existant et des équipements publics, en gardant à l'esprit les objectifs réglementaires existants et l'exemplarité à promouvoir par ce biais.

Dans cette logique d'économie d'énergie, le développement de la méthanisation ou encore l'isolation des bâtiments publics font partie des objectifs portés par le Pays, par le biais du contrat ou en favorisant les actions territoriales, telles le TEPCV, la valorisation des Certificats d'Economie d'Energie (CEE), etc. Le lancement de la démarche PCAET en novembre 2018, par le recrutement de la nouvelle animatrice Développement Durable et SCoT permettra d'aller plus loin dans la construction d'un programme d'actions structurantes favorables au climat et à l'énergie.

La priorité que représente la réduction de la facture énergétique est aujourd'hui très présente sur le territoire. En parallèle de la construction de nouveaux équipements, la rénovation du parc, parfois assez ancien, s'avère nécessaire. La réhabilitation concerne à la fois les logements, les équipements culturels et sportifs.

Le PETR s'attachera à mettre en avant cette thématique, dans une logique de complémentarité avec les services de l'ADEME ou les actions de l'ADIL 45.

La mesure 35-3 est ouverte à partir du bilan à mi-parcours, pour accompagner la rénovation du parc de la commune de Pithiviers (enveloppe dédiée au pôle de centralité).

La mesure 36-4 est ouverte à partir du bilan à mi-parcours, en lien avec l'objectif de signature du COTEnR.

Enjeux territoriaux au regard du Développement Durable via l'Agenda 21 de Pays

- Prendre en compte les évolutions structurelles de la population dans l'offre du territoire (logements, transports...) : adapter l'offre d'équipements, de services et de logements au vieillissement de la population et à la diminution tendancielle de la taille des ménages
- Encourager la rénovation et l'amélioration thermique des vieux logements et leur adaptation au vieillissement de la population
- Communiquer sur les aides nécessaires à la rénovation tout en anticipant leur baisse

Liste des projets en émergence :

Commune	Bâtiment	Etiquette énergétique prévisionnelle après travaux	Observations
Commune de Puiseaux	Salle des fêtes		COEP à l'étude. Travaux en 2016
Commune de Beaune la Rolande	Salle des fêtes		COEP à l'étude Projet neuf et non pas réhabilitation
Commune de Givraines	Salle des fêtes		Demande d'ECB à faire
Commune d'Aulnay la Rivière	Salle des fête*	B	ECB réalisé. Travaux en 2016 Réalisé avec financement TEPCV
Commune de Laas	Salle des fêtes et mairie	C	PCI réalisé
Commune de Pithiviers	Salle des fêtes Chantoiseau		Obligation de COEP en amont. Après BMP
Commune d'Auxy	Mairie	B	ECB en cours Réalisé avec financement CEE
Commune de Mainvilliers	Mairie	C	ECB réalisé. Travaux en 2018
Commune de Sermaises	Réhabilitation 4 logements		pas de COEP à faire mais étude type ECB en amont
Commune de Coudray	Réhabilitation logement ancienne école		ECB à faire
Commune de Coudray	Réhabilitation logement ancienne mairie		ECB à faire
Commune de Morville en Beauce	Logement communal *	C	PCI réalisé Réalisé avec financement CEE
Commune de Nesploy	Logement communal		ECB à faire Commune devenue hors PETR
Commune de Bouilly en Gâtinais	Logement communal *	C	PCI réalisé Bâtiment vendu et non pas rénové : travaux trop coûteux
Commune de La Neuville/Essonne	Logement communal *	C	PCI réalisé. Travaux après 2017
Commune de Malesherbes	Logement d'insertion		COEP en cours
Commune de Pithiviers	Rénovation de logements de fonction		Obligation de COEP en amont. Après 2016
Commune de Malesherbes	Gymnase Mimoun		COEP en cours
Commune de Chilleurs-aux-Bois	Réhabilitation thermique du gymnase		
Commune de Chambon la Forêt	Salle des associations et école de musique *	C	PCI + faisabilité géothermie réalisés. Travaux en 2016
Commune de Dadonville	Mairie		COEP réalisé
Commune de Dadonville	Logement		
Commune d'Ascoux	Salle des fêtes		
SMORE	Siège social		
Commune de St Loup des Vignes	Mairie		

Commune de Courcelles	Salle des Fêtes		ECB réalisé
Commune d'Ascoux	Salle des Fêtes		
CC Plaine du Nord Loiret	Vestiaires du gymnase		
Commune de Givraines	Salle communale		
Bonification matériaux biosourcés/climat énergie	Projet Jardin de la Voie Romaine, Accueil Périscolaire à Sermaises, salle des fêtes d'Aulnay la Rivière, ALSH au Domaine de Flotin.		

Projet en émergence

Mesure 36-3

Animation du PCAET

Maitre d'ouvrage : PETR BGP

Contenu : Réalisation du PCAET en interne : diagnostic, animation, suivi et évaluation

Montant : 129 477 € (3 ans)

Subvention envisagée : 58 500 €

Calendrier : 2019-2022

Projet identifié :

Travaux de rénovation énergétique de la salle polyvalente de Dadonville <u>Maître d'ouvrage</u> : Commune de Dadonville <u>Montant estimatif du projet</u> : 324 000 € <u>Contenu</u> : A la suite d'un COEP et d'un audit spécifique au bâtiment, dont la variante géothermie, réalisation de travaux de rénovation globale de la salle des Fêtes, dont l'amélioration de la performance énergétique. La commune souhaite s'engager vers un système de chauffage utilisant la géothermie. <u>Avancement du projet</u> : Audit énergétique. <u>Echéancier</u> (démarrage des travaux) : 2016	Travaux réalisés en 2017. Montant : 196 066.06 € Dossier non déposé Subvention régionale : 136 000 € NB pas de bonus géothermie car dossier déposé après avenant n°2
--	--

Mesure 35-3.

Modernisation de l'éclairage public (Pôle de Centralité)

Maitre d'ouvrage : Ville de Pithiviers

Contenu : Programme d'investissement pluriannuel, avec l'objectif d'atteindre 100% du parc rénové à échéance du CRST

Subvention envisagée : 292 000 €

Calendrier : 2019-2021

Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs

Sens de l'action régionale

- Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation énergétique (objectif PCER)
- Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations
- Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie

Prérequis

Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon le cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage et effectivement mis en œuvre correspond à la classe énergétique visée

Les collectivités regroupées (EPCI, groupements d'EPCI, syndicat mixte ...) sont encouragées à porter un marché à bons de commande selon le cahier des charges régional afin de faciliter la réalisation de ces prestations, éligibles au financement régional.

Le service d'un Conseil en Energie Partagé permettra d'optimiser le suivi de cette prestation.

Contenu

CHAMPS D'APPLICATION

Tout le patrimoine des collectivités et des associations : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...

DEPENSES ÉLIGIBLES

- Etude thermique selon cahier des charges régional
- Dépenses d'isolation et de ventilation
- Travaux induits par l'isolation et la ventilation (qui n'auraient pas été nécessaires si les travaux n'avaient pas été réalisés), hormis les éléments de « remise en état / finitions » (peintures, carrelage...). »

Concernant les ouvrants (fenêtres, portes, volets...) : PVC exclu.

Maîtres d'ouvrage

EPCI, Communes, Associations

Financement régional

Subvention minimum 2 000 €

50% des dépenses éligibles

Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :

- système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
- ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
- ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an) • Les travaux doivent permettre l'atteinte de la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 Kwh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette C après travaux • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées • L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de piscine est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette C (<4000 kWh/m²bassin/an) et pour les projets de construction de piscine à l'atteinte de l'étiquette B (< 2800 kWh/m²bassin/an) • La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux <ul style="list-style-type: none"> - Systèmes de type CTA (Centrale de Traitement de l'Air) : dans le cas de ces systèmes qui assurent le chauffage et la ventilation, si la part liée à la ventilation ne peut être définie, on considèrera que celle-ci représente 50% du coût total de l'équipement. La subvention portera alors sur cette partie. - Production d'eau chaude thermodynamique couplée à la ventilation : dans le cas de ces systèmes qui assurent la production d'eau chaude et la ventilation, la part liée à la ventilation sera découplée de la part liée à la production d'eau chaude sanitaire (ballon). La subvention portera alors sur la partie liée à la ventilation.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an



CADRE DE REFERENCE REGIONAL avec adaptations

Eclairage Public

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">- Objectif de réduction de la consommation en énergie et d'émission de gaz à effet de serre (- 40 % en 2020) sur le territoire régional exprimé dans le Plan Climat Energie Régional- Suppression et remplacement de matériels énergivores (lampes à vapeur de mercure) et de luminaires de type « boule »- Contribution à la préservation de la trame noire
Prérequis	Réalisation d'un audit « Eclairage Public » comprenant une description des installations et des préconisations d'économies d'énergies (changement de lampe, réducteur de tension/intensité, etc.) et précisant les préconisations concernant la trame noire
Contenu	<p>Equipements éligibles au Certificat d'Economie d'Energie en vigueur, dans le cadre d'un projet de rénovation globale du réseau d'éclairage (Extension de réseaux exclue)</p> <p><i>Il s'agit de supprimer et remplacer les matériels énergivores, par exemple :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- luminaires (dont crosses et mats)- horloges astronomiques- rénovation d'armoire d'éclairage rendue nécessaire par la technologie employée- système de variation de la puissance- ...
Maître d'ouvrage	Commune de Pithiviers
Financement régional	<p>Taux de subvention : 30 %</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Bonification de 10 % lorsque le maître d'ouvrage s'engage à une extinction nocturne entre 23 heures et 5 heures du matin.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none">- Le projet devra permettre de réduire à minima par 2 les consommations d'énergie par rapport à la situation initiale- Le remplacement d'un point lumineux par une solution de même puissance n'est pas éligible- Attestation de justification du respect des préconisations du diagnostic- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées• Nb de KWh économisés / an• Nb de GES évités / an• Nombre de points lumineux traités

Filière Bois énergie (de la production, à la distribution)

Régime d'aide	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015.</p> <p>L'aide aux entreprises s'inscrit dans le cadre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME • ou régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale • ou à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Structurer les filières bois énergie locales émergentes • Favoriser une gestion durable et concertée de la ressource forestière et bocagère • Stimuler l'émergence de la demande « bois » • Renouveler la ressource bois
Contenu	<p>PRODUCTION : Pour mémoire, biodiversité pour le financement de plantations</p> <p>TRANSFORMATION : matériels permettant de couper, déchiqeter, transformer la matière première pour la production de bois bûche ou bois déchiqetée : lamiers, déchiqeteuses, broyeur, cribleurs (calibrage), machine à fabriquer des granulés ...</p> <p>STOCKAGE – CONDITIONNEMENT : Dalles/plateformes, aires de stockage couvertes, matériels de manutention, ponts bascule, outils spécifiques ou matériels nécessaires pour le séchage ..., matériels spécifiques pour le conditionnement des plaquettes ou des granulés.</p> <p>DISTRIBUTION : Caissons souffleurs pour le transport et la livraison des produits</p>
Maîtres d'ouvrage	Collectivités, structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...), exploitants agricoles, entreprises, associations
Financement régional	<p>Collectivités, associations : 40% (30 000 € de subvention maximum si l'association est adossée à une unité économique)</p> <p>Exploitants agricoles : 40% - 30 000 € de subvention maximum</p> <p>Entreprises : 35%</p> <p>Structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...) : 40% - 100 000 € de subvention maximum</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>Les dispositifs sectoriels seront mobilisés en priorité quand ils existent.</p> <p>Tout demandeur devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adhérer aux chartes de qualité concernées : Charte bois bûche, Charte bois déchiqetée, Charte qualité bois énergie ... ; - préciser l'impact environnemental et économique sur le territoire ainsi que les acteurs mobilisés autour de la démarche (structuration de la filière attendue) - transformer, stocker, conditionner, distribuer (selon les cas) uniquement du bois : <ul style="list-style-type: none"> ➢ issus de massifs forestiers ou de bocage de proximité (région Centre-Val de Loire et départements voisins) ➢ et soumis à plan de gestion-Bois certifiés FSC et PEFC (80% à minima du volume traité)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Plan Climat Air Énergie Territorial

Sens de l'action régionale	<p>Traduire localement les engagements nationaux et régionaux (SRCAE) en faveur du changement climatique</p> <p>Réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégrant la stratégie d'adaptation aux politiques du territoire ; • Développant les actions de terrain dans les nouveaux projets et lors de la révision de l'existant ; • Évaluant et jugeant les premiers retours d'expérience.
Contenu	<p>Des bénéfices attendus en termes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche d'une plus grande autonomie énergétique du territoire : soutenir les énergies renouvelables et exploiter des ressources locales (biomasse, etc.) ; • Qualité de vie des habitants : réduire la précarité énergétique des ménages ; • Dynamique de l'économie locale et de l'emploi : développement de nouvelles activités et création d'emplois non délocalisables dans les filières « bâtiments » et « énergie » ; • Image du territoire. <p>Étapes proposées pour ce contrat :</p> <p>Un diagnostic territorial est réalisé en interne par la chargée de mission. Il porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les émissions territoriales de gaz à effet de serre et les émissions de polluants de l'air ; - Les consommations énergétiques du territoire ; - Les réseaux de distribution d'énergie ; - Les énergies renouvelables sur le territoire ; - La vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique. <p>La stratégie identifie les priorités que retiennent les collectivités et les objectifs qu'elles se donnent.</p> <p>Le plan d'actions porte sur l'ensemble des secteurs d'activité et constitue l'outil opérationnel de coordination de la transition énergétique sur le territoire.</p> <p>Le dispositif de suivi, d'animation et d'évaluation porte sur la réalisation d'actions, la gouvernance et le pilotage adopté. Il décrit les indicateurs à suivre au regard des objectifs fixés.</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <p>Fonctionnement : Frais d'animation interne et étude</p> <p>Investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matériel nécessaire aux actions d'animation (ex : caméra thermique...) - Communication sur la stratégie énergétique du PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne : exposition et création/édition d'un document grand public
Maîtres d'ouvrage	Collectivités, EPCI, PETR
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - Subvention minimum 2 000 € - Etudes : 80% - Frais d'animation, frais d'ingénierie dans la limite de 3 ans + forfait de 15%, frais de communication : 50% - Actions : 50 %

Modalités	<p>Le PETR Beauce Gâtinais en Pithiverais, en tant que maître d'ouvrage, agit pour le compte des 3 EPCI membre qui lui ont transféré la compétence PCAET. A ce titre, il pilote, coordonne et anime le PCAET, en lien avec les autres compétences et missions dont il a la charge : SCoT, Agenda 21, LEADER, CLS, Contrat avec l'AESN, etc.</p> <p>Pour cela, le chargé de mission doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer le Plan Climat Energie Territorial (PCAET) et assurer son articulation avec le SCoT et les PLUi en cours d'élaboration - Gérer les relations avec le prestataire retenu pour assurer l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du PCAET et la réalisation des études spécifiques, le cas échéant ; - Organiser des évènementiels/animations qui jalonnent l'élaboration du PCAET - Identifier les acteurs à associer à la démarche - Animer le comité de pilotage et les groupes de travail thématiques des actions - Participer à la rédaction des fiches actions et organiser la validation officielle du PCAET ; - Rechercher les financements disponibles pour garantir la mise en œuvre des actions ainsi identifiées. <p>Il est précisé que, le PETR pourra confier à ses principaux partenaires (par voie de convention) certaines actions relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre du PCAET :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Conseil en Énergie Partagé du Loiret : articulation expertise en matière d'énergie au service des collectivités : mobilité verte, éclairage public, coordination des producteurs-gestionnaires, compilation des données, etc. - Les missions régionales bois énergie (Arbocentre) et géothermie (Géoqual). Elles seront associées aux projets potentiels pouvant émerger sur le territoire. <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de logements réhabilités (isolation/gain d'énergie), surface isolée • Nb d'animations proposées aux élus, aux habitants et aux entreprises • Nb de projets énergie renouvelable

Géothermie sur sondes verticales

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Objectif du SRCAE : diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments en 2020 et porter la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie finale régionale à 23% en 2020, (11% en 2014) Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement relatives au chauffage et rafraîchissement du patrimoine des collectivités et des associations Développer l'emploi local, la montée en compétences de la filière géothermie Stimuler la demande « géothermie sur sonde », énergie renouvelable sous exploitée en région Centre-Val de Loire
Prérequis	<p>Réalisation d'une étude thermique simplifiée (selon outil et cahier des charges régional) du bâtiment mesurant les conséquences sur la performance énergétique après travaux (en réhabilitation, atteinte de l'étiquette énergétique B ou à défaut étiquette C conjuguée à un gain de 100 kWh/m²/an).</p> <p><i>Cette étude et attestation de performance, qui peuvent être réalisées par un bureau d'étude thermique ou par un installateur qualifié (exemple : RGE-QualIPAC), devront être vérifiées par le service de conseiller en énergie partagé ou, à défaut, par l'animateur régional géothermie (mission Géoqual).</i></p>
Contenu	<p>BATIMENTS ELIGIBLES : tout type de bâtiments (construction, rénovation ou dans le cadre d'une réfection des équipements de chauffage et/ou rafraîchissement)</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> Etude thermique simplifiée selon cahier des charges Régional Pompe à chaleur géothermique présentant un COP nominal B0/W35 supérieur à 4 (NF PAC) Sondes géothermiques ou corbeilles géothermiques et matériaux annexes Collecteurs Raccordement à la pompe à chaleur Mise en glycol Emetteurs basse température, dont création du réseau de distribution réversible Matériels d'instrumentation de suivi énergétique
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, associations, bailleurs sociaux
Financement régional	50% des dépenses éligibles
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <i>Dans le cas d'un bâtiment existant, il doit présenter une performance correspondant à la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 kWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette énergétique C après travaux</i> L'installation doit prévoir une instrumentation selon cahier des charges régional
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nb de kWh économisés /an Nb de GES évités /an Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Puissance thermique installée en kwh Longueur de sonde posée en mètres

